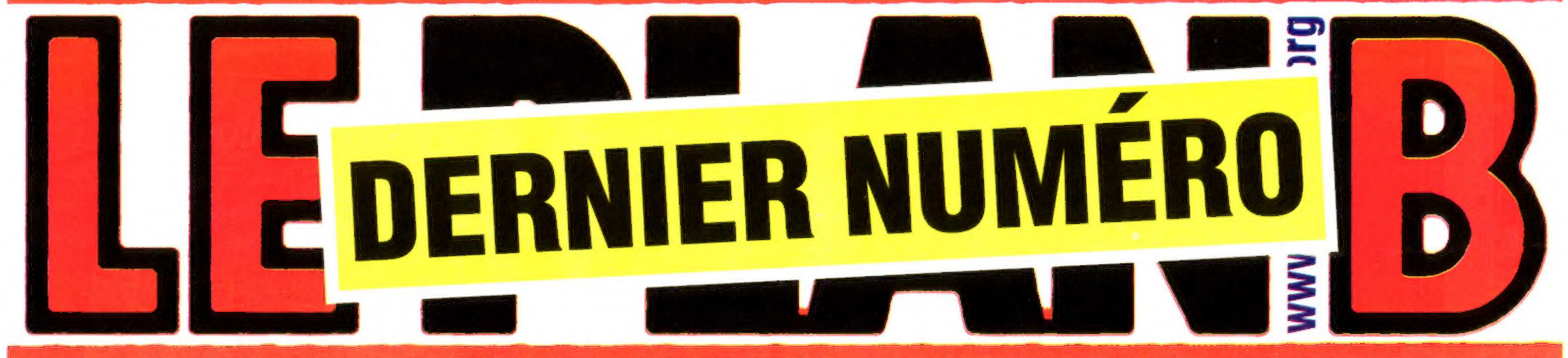
France Inter : Val se fait les dents sur un stagiaire (p. 4)

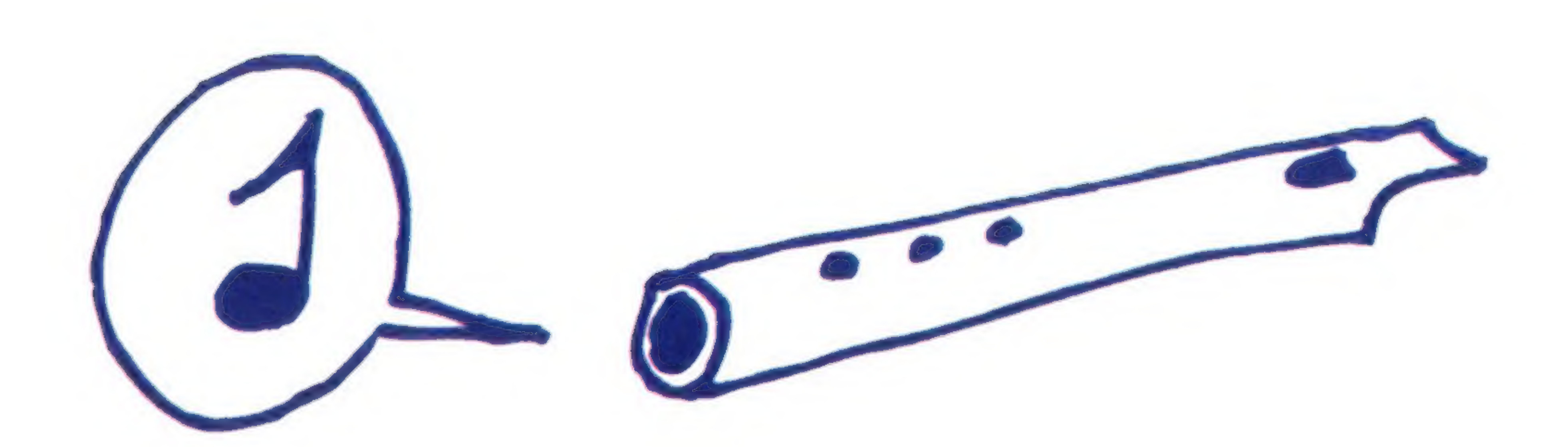
Enquête : le poète qui chassait les sans-papiers (p. 12-13)

Ménages : mettez un intellectuel dans votre panier (p. 14-15)



mai-juin 2010 - N°23 Bimestriel - Critique des médias et enquêtes sociales 3 euros

Un journal qui meurt, c'est un peu de liberté en plus



L 13579 - 23 - F: 3,00 € - RD

Le courrier du cœur

Cher Plan B,

Sache que tu m'as profondément déçu ! Dans ton avant-dernier numéro, tu disais que *« la diffusion militante s'effrite »* (de mémoire) et qu'un seul abonné avait à lui tout seul abonné 62 personnes […]. Sache, ô ingrat, qu'en matière de diffusion militante je ne suis pas impressionné par ce bourgeois réactionnaire ayant trouvé dans ses relations inavouables 62 repentis croyant ainsi déjouer toute critique sociale, achetant *Le Plan B* par correspondance, sans se salir les mains, comme on achetait une indulgence aux temps féodaux.

Moi, monsieur, je t'ai diffusé dans des bouges infâmes, je t'ai donné souvent, bradé parfois, je t'ai démarché auprès de téléspectateurs assidus de TF1, je t'ai confronté aux journaux gratuits de Bolloré et du Crédit mutuel devant les gares, bref, partout où le PPA est le plus fort, partout où tes coups de boutoir sont le plus nécessaires. J'ai été jusqu'à te propulser dans des salles de profs, et je sais que tu ornes désormais certains sacs de lycéens. Et qu'as-tu fait en échange, au moment où mon engagement de diffuseur touchait à sa fin ? Rien !

Tu ne m'as même pas averti. Je t'ai attendu en septembre dans ma boîte aux lettres, et tu n'es jamais venu… Et, à ce moment précis, mon compte en banque s'est retrouvé à découvert, me laissant pendant de longs mois au bord de l'interdiction bancaire. Du fond de mon gouffre, j'ai espéré un signe de toi… Macache !

Par dépit amoureux, pour te salir, j'ai été jusqu'à acheter tes deux derniers numéros dans un Relais H, groupe Lagardère. Beurk ! Et puis, le temps faisant son office, j'ai fini par accepter cette évidence : tu aimes les euros ! […] À l'avenir, essaie de me prévenir quand le moment de rallonger la monnaie est venu…

Sardoniquement,

Julien R.

À BAS LE PPA ! HARO SUR DEMORAND !

Baptiste (jeune Sardon)

Avis aux abonnés

Vous nous avez soutenus à bout de bras et, sans vous, rien n'aurait été possible. Compte tenu de la précarité de nos finances et des frais impliqués par un procès en cours, nous vous serions extrêmement reconnaissants de ne pas réclamer le paiement du reliquat avec trop de vigueur… Le jour où nous reparaîtrons, vous serez les premiers servis ! N'hésitez pas, en revanche, à diffuser au plus grand nombre ce numéro exceptionnel vendu 3 euros.

Vous pouvez nous joindre à : Le Plan B, 40, rue de Malte, 75011 Paris, et aussi : contact@leplanb.org

Le site Internet www.leplanb.org reste actif

Le coin des affaires :

LES MÉDIAS MENTENT

Le T-shirt du Plan B

Tailles disponibles : XXL, XL, L, M, S, Spécial filles

Le fameux DVD « Trois petits films contre le grand capital »



LE PLAN B

La collection complète du meilleur journal du monde

DVD : 20 euros
T-shirt : 12 euros
Anciens numéros : 2 euros
Coll. complète : 42 euros
(dans la limite des stocks disponibles)
Coll. + DVD = 52 euros
Coll. + T-shirt = 52 euros
Coll. + T-shirt + dvd = 62 euros

Le Plan B, 40, rue de Malte, 75011 Paris

Le coin du psy :

Cher Plan B,

Je m'adresse à toi en désespoir de cause. Je me permets de te tutoyer car tu es comme un ami. Je m'appelle V (…) C (…). Je suis directeur de publication d'un journal d'opinion sans publicité connu sous le titre de La D (…).

Je nourrissais une haute estime pour ce travail collectif, or ne voici pas que le quotidien *Le Monde*, dans son édition de samedi, m'a cité, et en bien, deux fois. Dont une fois carrément en page 2. Bien sûr, dans un premier temps mon ego a été titillé par cette mise en valeur dans le « quotidien de référence ». J'ai néanmoins vite repris mes esprits : me voici mentionné dans le quotidien vespéral des marchés dont le premier actionnaire privé est un marchand d'armes : Arnaud Lagardère, frère de l'autre. Depuis cet affront je ne dors plus. Moi qui nourrissais l'ambition d'être un rebelle me voilà mis en valeur par le journal d'Éric Fottorino. C'est la déchéance. Le fond du trou. Le Styx.

Peut-être me suis-je endormi depuis quelque temps ? Peut-être m'est-il arrivé ce qu'il y a de pire pour un boxeur ou un journaliste : l'embourgeoisement […] ?

Aujourd'hui je ne sais plus que faire. J'ai pensé à trois solutions :

1 – faire sauter le local du journal au gaz en prenant bien soin de brûler auparavant ce qui pourrait être récupéré sous les décombres.

2 – prendre carrément mon parti de la situation et inonder les grands médias de tribunes radicales-chics incompréhensibles pour lecteurs CSP +. Il me suffirait alors de recopier dans le désordre le charabia de Michel Maffesoli, Alain Badiou ou Gilles Lipovetsky, voire Michel Onfray.

3 – solution extrême : citer en bien le livre que vient de publier la fille d'Éric Fottorino pour lécher le directeur du *Monde*, comme l'ont fait courageusement d'autres confrères.

Je n'ai pas encore choisi entre ces trois options. Je suis sûr que tu pourras, cher *Plan B*, m'aider.

Bien amicalement

V (…) C (…)

Je vous hais

De : Marina S. Date : 14 février 2010

J'avoue que vous continuez à me faire vomir autant que les militants du GUD, les Dupont-la-joie de CPNT ou les barbouzes du FN, de l'UMP, de la LCR et de LO. Mais finalement vous êtes la même sale race qui bafoue les valeurs des Lumières. Que je regrette de résider loin, sinon je me ferais un plaisir de venir vous dire en face ce que je pense de ce ramassis de cafards veules qu'est *Le Plan B*. Par contre question courage, vous êtes encore pire qu'un Stéphane Bern face à une horde de crânes rasés du PSG.

Je vous hais.

Imprimé à l'imprimerie de l'Avesnois, 59440 Avesnes-sur-Helpe • CPPAP 0611I88117 • ISSN 1950-1625
Édité par La Sardonie libre, sarl de presse ; RCS Paris 488 135 443 • Taulier : Marc Pantanella.

L'armée mexicaine du Plan B retourne au maquis :

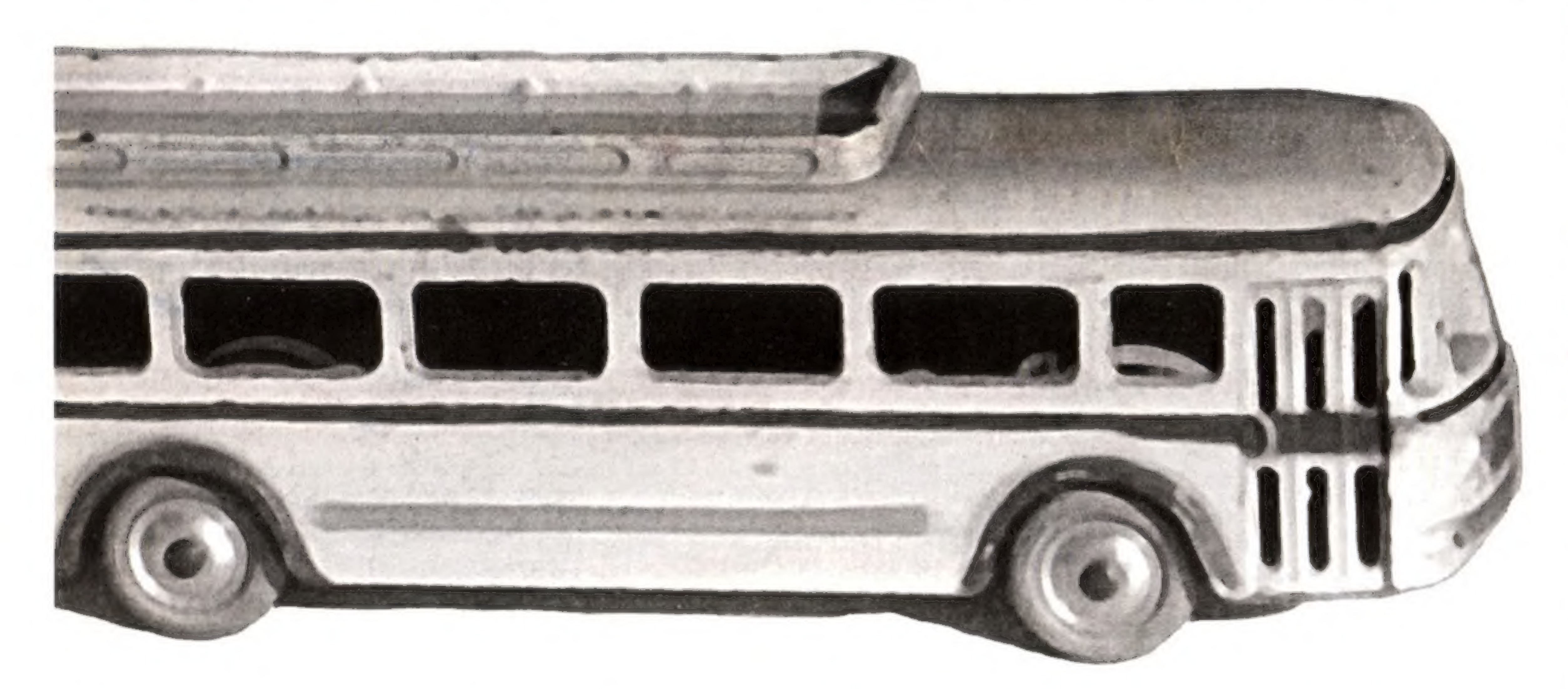
Direction de la publication : Gilles Balbastre • Direction des opérations : Olivier Cyran, Élodie Couratier • Direction granitique : Pierre Rimbert, Julien Brygo • Direction du bon goût : Marc Pantanella, Mathieu Colloghan • Direction agricole : Alain Accardo, Dominique Pinsolle • Direction tricéphale : Benoît Breville, Antoine Schwartz, Renaud Lambert • Direction des études : Claude Pfeffer, Mathias Reymond • Direction du savon à barbe : Éric Dourel • Direction délicieuse : Clothilde Dozier, Samuel Dumoulin • Direction assistée : Denis Perais, Denis Souchon • Direction logistique : Sébastien Marchal, Antoine Bureau • Direction de la propagande : Yvon Bureau

Le Plan B s'arrête, l'aventure continue

« Comme la vie est lente
Et comme l'espérance est violente »
Apollinaire

Terminus. Tout le monde descend. C'est l'heure du changement : *Le Plan B* suspend sa parution. En mars 2006, entre la victoire du « non » au référendum sur la Constitution européenne et le triomphe de la bataille contre le CPE, les fées de la lutte sociale s'étaient penchées sur le berceau de la jeune publication sardone. Agitant leurs banderoles magiques, elles avaient prévenu qu'un journal de critique des médias et d'enquêtes sociales tirerait sa force de son ancrage dans les cortèges autant que de son audience. Entrelacer guerre sociale et guerre des idées, nourrir celle-ci au lait de celle-là : la ligne était tracée.

Las ! Depuis cinq numéros, ventes en kiosque et abonnements fléchissent, maintenant l'esquif à peine au-dessus de l'étiage. Mais, surtout, la diffusion militante s'effondre, passant de 3 500 exemplaires à moins de 200. Ce coup de sabre dans les jarrets reflète une humeur générale faite de braises sombres et de colères rentrées. La violence de la crise sociale et le sabotage des mobilisations de 2009 par les directions syndicales ont produit leur effet. Nous avons pris notre part à cette désaffection en n'animant plus avec la même constance les centaines de réunions publiques qui unissaient, par-delà le papier, le journal à ses lecteurs. La raréfaction des manifestations a fait le reste.



L'Internationale sardonique a donc décidé de suspendre la parution de son organe tant que les conditions d'une relance ébouriffante ne sont pas réunies. Bien des groupes militants se sont fixé pour seul objectif de faire vivre leurs structures… *Le Plan B* s'en voudrait de marcher sur leurs barbiches. En effet, la Sardonie n'a pas vocation à installer des apparatchiks de la contestation. Décrivant les principes fondamentaux de la guerre de partisans élaborés en 1928, Mao explique : *« L'ennemi avance, nous reculons ; l'ennemi s'immobilise, nous le harcelons ; l'ennemi s'épuise, nous le frappons ; l'ennemi recule, nous le pourchassons*[1]. » Un journal qui mord et fuit, telle est notre tactique depuis dix ans.

Dix ans ? Oui : en juin 2000, 20 000 numéros zéro d'un journal baptisé *PLPL (Pour lire pas lu)* inondent les rues de Millau lors du rassemblement de soutien aux inculpés de la Confédération paysanne. D'abord diffusée sous le manteau, puis sur abonnement et partout où l'on se tient debout, l'étincelle *PLPL* embrase la morne plaine de la presse de centre gauche. Projetant son venin sardonique sur *« les médias qui mentent, les patrons qui plastronnent et la gauche qui capitule »*, *PLPL* libère un territoire intellectuel où convergent les résistants les plus aguerris et les plus joyeux : la Sardonie. Ce nom découle d'une objection formulée par l'écrivain Günter Grass à notre parrain Pierre Bourdieu en 1999 : *« Je n'ai pas dit que nous vivions une époque drôle. Mais le rire sarcastique, sardonique, libérateur, c'est aussi une manière de protester. »*

Seul contre tous, mais équipé d'une colonne vertébrale, *PLPL* charge les légions de quadrupèdes qui règnent sur les médias dominants. Repolitiser la question de la production de l'information, exposer les biais d'un traitement systématiquement hostile aux salariés et aux chômeurs, arracher leur masque de respectabilité aux éditorialistes et aux intellectuels à gages, mettre en garde les contestataires contre l'impasse de la stratégie médiatique : en 2006, le *Plan B* reprendra ces objectifs à son compte, en y ajoutant celui de l'enquête sociale, qui confronte le monde réel à celui fabriqué par le Parti de la presse de l'argent.

La critique des médias se renouvelait alors. Elle pilonnait les faux impertinents (Michel Field, Philippe Val…) dont le discrédit actuel fait oublier à quel point ils furent adulés. Elle était portée ; elle était dangereuse. Ceux qui s'y livraient étaient assimilés à des nazis par *Le Monde*, dont la direction tricéphale (Alain Minc, Edwy Plenel, Jean-Marie Colombani) représentait le comité central de la bourgeoisie (financière, moustachue, traditionnelle).

Des proscrits nous encourageaient – *« Temps futurs ! Vision sublime ! Les peuples sont hors de l'abîme »* ; des perroquets chauves et mélancoliques couinaient dans les jupes du pouvoir contre notre *« antijournalisme de poubelle »*. À chacun son style. Quand, pour fêter son lancement, *Le Plan B* pirata l'antenne de France Inter et envoya l'animateur Stéphane Paoli à l'hôpital avec une congestion cérébrale, les courriers indignés affluèrent (*« Mais comment osez-vous, un homme si bon ! »*). Nos plumes hilares brisaient leurs hallebardes.

L'atmosphère a changé. On ne nous hait plus, on ne nous injurie plus. Les traits vipérins s'espacent, le chyme claircit (*voir la déclaration d'amour ci-contre*). Qui se trouve hors d'état de susciter l'adversité frôle la mort politique. À l'exception de la Garde des lecteurs sardons, qui parfois plie mais jamais ne rompt, on nous achète sans conviction, on nous jette un œil sans éclat, on nous approuve sans en tirer de conséquences pratiques. On nous consomme. Certains s'en seraient contentés ; pas nous.

Pendant que *Le Plan B* part aux champs, les grands médias traditionnels descendent au cercueil. *Le Monde*, *Libération*, *Charlie Hebdo* tutoient le dépôt de bilan ; TF1 s'asphyxie ; Lagardère quitte le navire du papier. Lecteurs et téléspectateurs fuient sur Internet et sur les chaînes câblées, emportant avec eux la manne publicitaire. Cette multiplication des canaux d'information et des informateurs a écrêté les centres de pouvoir éditoriaux. Hier, trois cathédrales faisaient carillonner la pensée dominante ; mille bouches numériques la chuchotent aujourd'hui, mais avec la certitude de porter la voix du maquis. Assurément, *Le Plan B* n'a pas suivi ce tournant.

Simultanément, la critique des médias se banalise et, parfois, dégénère. Des politiques s'en font parure pour gagner quelques points dans les sondages ; des blogueurs commentent sans fin les commentaires pour doper l'audience de leur site ; des amuseurs rivalisent de sarcasmes pour accroître leur notoriété ; des bobos braillent « c'est la faute à TF1 ! » pour s'épargner la peine d'une analyse sociale et politique. Mais tous se pâment devant Florence Aubenas. Nous ne croyons pas au journalisme, ni à sa figure centrale, personnification d'une illusoire liberté petite-bourgeoise. Dans nos régimes, l'information prolonge la guerre des classes par d'autres moyens. Qui la possède la contrôle, fût-ce au prix d'un zeste de dissidence ou de dérision tarifée.

Satirique et mordante, la Sardonie ne se résume pas au ricanement hors sol, version comique de l'art pour l'art. Dans la tradition carnavalesque, le rire populaire caractérise un monde parallèle où hiérarchies, castes et contraintes s'inversent. De la même manière, le rire sardonique est lié à l'ordre social dans un rapport de renversement. Sans ce dernier, il n'est rien. La critique radicale des médias n'est pas une fin en soi. Elle s'inscrit dans un projet politique et vise à détruire l'obstacle que les grands moyens d'information dressent sur la voie de l'émancipation.

C'est peu dire qu'il reste à faire. Les médias mentent toujours, les patrons plastronnent encore, la gauche capitule inlassablement. Mais au moins ces vérités-là sont-elles chevillées aux esprits. Celui de la Sardonie a irrigué des dizaines de journaux et de radios alternatives, des centaines de blogs. Malgré ses difficultés perpétuelles, la presse libre germine et prépare les embuscades. Nous comptons sur notre fidèle vitrine universitaire, Acrimed, pour porter l'estocade à l'ex-complice d'Alain Minc, Edwy Plenel[2], et pour analyser la stratégie médiatique des formations de la gauche de gauche.

En attendant notre reparution, dans un mois, dans un an, au détour d'une manifestation, sous un pavé, pour tirer un coup de pistolet dans la noce des satisfaits, l'Internationale sardonique nous communique ce message inspiré des *Raisins de la colère* de John Steinbeck (chapitre 28) :

« La Sardonie sera toujours là, partout, dans l'ombre. Partout où tu porteras les yeux. Partout où il y aura une bagarre pour que les gens puissent avoir à manger, la Sardonie sera là. Partout où il y aura un flic moustachu en train de passer un type à tabac, la Sardonie sera là. Dans les cris des gens qui se mettent en colère parce qu'ils n'ont rien dans le ventre, la Sardonie sera là.
Elle brille de mille feux.
Feu ! Feu ! Feu ! »

---

1 « Les problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine » (décembre 1936), *in* Mao Tsé-toung, *Écrits choisis en trois volumes*, vol. 1, Maspero, Paris, 1967, p. 118.

2 Hourra ! pour notre camarade Rivière qui, tirant parti de vieilles amitiés moustachues, s'inflige de longues réunions publiques aux côtés d'Edwy afin de recueillir – et publier – les propos ineptes de ce benêt.

Val se fait les dents sur un stagiaire

Impuissant à endiguer les interventions intempestives d'auditeurs sardons, le colosse de France Inter sait néanmoins faire preuve d'autorité. Surtout pour censurer un étudiant…

Vendredi 19 février, c'est la routine à France Inter : Nicolas Demorand reçoit BHL dans sa « matinale ». Vincent[1], stagiaire frais émoulu d'une école de commerce, assiste à l'idylle entre l'essayiste mondain et l'animateur grassouillet. Pour amuser ses camarades, il s'en fait l'écho sur son blog[2] :

« 7 h 50. Arrivée de BHL, flanqué de son "attaché presse". […] Il est habillé de sa chemise blanche et de son costard. Il n'est pas plus impressionnant que ça. Je le vois s'asseoir sur le fameux canapé rouge. Il lit avec attention le Nouvel Observateur *et* Libération. *Demorand sort du studio et salue chaleureusement BHL, les deux semblent être de bons amis. »*

« Demorand s'agenouille »

Nicolas aime tellement Bernard-Henri qu'il le convie deux jours plus tard dans son émission gastronomique sur France 5 (« C politique », 21.2.10). Le philosophe de la Zahia – le palais de Marrakech qu'il a racheté à Alain Delon – a besoin de réconfort depuis que l'affaire Botul en a fait la risée du monde entier. Quel meilleur soutien en ces temps difficiles que l'épaule tombante d'un âne normalien ? Notre stagiaire poursuit :

« Demorand s'agenouille près du canapé et chuchote quelques mots à BHL […]. Manifestement, l'invité de la matinale est en terre amie. On le reçoit parfaitement, avec le sourire et les tapes dans le dos. BHL s'émeut de l'article acide le concernant écrit par un journaliste du Nouvel Observateur. *Il explique avant l'interview qu'il va l'attaquer sévèrement, et qu'il sera heureux de "se le payer sur France Inter". Enfin, Demorand le met en garde contre d'éventuelles questions piège des auditeurs. On verra dans l'interactive qu'il y a en avait effectivement une. »*

Vincent ne le sait pas, mais « Antoine », l'auditeur facétieux qui a franchi le barrage du standard, appartient à l'Armée sardone des pirates d'antennes. Connaissant la musique, il porte un premier coup : *« Je voulais m'adresser à Bernard-Henri Lévy, dont je trouve les analyses souvent pertinentes. Mais nous sommes nombreux à regretter qu'il se fasse un peu trop rare sur France Inter. Alors, Nicolas, pourquoi ne pas inviter plus souvent Bernard-Henri Lévy ou, mieux, lui confier une chronique quotidienne ? »* En pareil cas, la tactique de Demorand consiste à réclamer une nouvelle question à l'intrus, escomptant que celui-ci n'en ait préparé qu'une seule et que, pris au dépourvu, il se mette à bafouiller. Dans un rire chevalin, le journaliste rétorque donc : *« C'est une très, très bonne idée. On va la creuser. Mais je la prends au vol. Est-ce que vous avez, cher Antoine, une question ? »* Le subterfuge ne désarçonne pas le sardon, qui porte l'estocade : *« Je vais la reformuler autrement, puisque vous ne l'avez pas comprise. C'est la septième fois que vous l'invitez depuis que vous êtes sur France Inter… »* Confondu, l'animateur se met à brailler : *« Sept fois en quatre ans, ça ne fait pas… ça ne fait pas énorme […]. Et puis c'est assez intéressant à entendre. »* C'est en fait la septième fois en moins de deux ans et demi que Nicolas caresse Bernard-Henri à l'antenne d'Inter[3]. Mais Vincent ne relève pas le mensonge et continue son récit.

La revanche de Kim Il Sung

« 8 h 20. Début de l'interview […]. Quelques secondes avant de prendre l'antenne, c'est estomaqué que j'entends Demorand dire à BHL textuellement : "Bon, vous n'hésitez pas à m'attaquer hein, surtout enfoncez-moi !" Puis je vois BHL prendre un exemplaire du Nouvel Observateur, *interpeller Bernard Guetta en lui jetant le numéro : "Et dire que vous avez quasiment dirigé ce journal." Guetta, presque gêné, répond : "euh, attendez, je l'ai pas dirigé !" »*

9 heures, fin de la séance de promotion. *« Val attend BHL sur le fameux canapé rouge juste à la sortie du studio,* raconte le stagiaire. *Guetta, Demorand, Legrand, Val et BHL se rendent dans le bureau de Val pour "prendre un café". Je tente de les accompagner. Thomas Legrand m'arrête et me dit : "Non, on va prendre un café. Donc tu restes ici." […] Si ma présence est tolérée parmi eux, il ne faut tout de même pas charrier. »*

Mis en ligne le 19 février, le témoignage de Vincent disparaît de son blog quelques jours plus tard. Ses timides prédispositions critiques se sont-elles évanouies d'elles-mêmes ? Pas vraiment. Contacté par *Le Plan B*, l'ancien stagiaire explique : *« La direction de France Inter m'a demandé de supprimer mes chroniques, jugées offensives et indiscrètes. On ne divulgue pas du "off", à en croire Philippe Val. »* Selon le blogueur, le patron de la station publique l'aurait appelé en personne sur son portable pour réclamer le retrait du texte impie. Dans la foulée, l'ancien comique aurait même exigé que Vincent efface de son site toutes les anecdotes relatives à son stage, même les plus insignifiantes. Impressionné par le ton menaçant de Val, et soucieux de ne pas entacher son avenir professionnel, l'étudiant a gentiment obtempéré.

Le Kim Il Sung de France Inter compte-t-il pourchasser tous les blogueurs coupables du crime de lèse-Demorand ? *Le Plan B* a tenté de le joindre au téléphone, mais son secrétariat nous a indiqué que le maître des lieux était *« occupé »*. À surfer sur Internet, vraisemblablement.

1 Le prénom a été changé.

2 quilukru.blogspot.com. Le post ayant été, comme on va le voir, retiré, on peut retrouver la version originale en tapant un morceau de phrase entre guillemets dans Google puis en sélectionnant l'option « en cache ».

3 Voir Acrimed, notre cyberloukoum universitaire : http://www.acrimed.org/article3237.html



L'histoire bégaye



Bernard Guetta, le Monsieur Jourdain du Medef, explique (*Libération*, 17.3.10) : *« Il ne faudra pas seulement reculer l'âge de la retraite ou accepter que cela se fasse sous Sarkozy. Pour sauver cette conquête fondamentale qu'est la protection sociale, sans doute faudra-t-il la mettre, aussi, sous conditions de ressources, la proportionner aux revenus, ne plus accorder, donc, les mêmes remboursements ou les mêmes allocations familiales aux plus aisés et aux plus démunis. »* Partout où il a inspiré des réformes, ce raisonnement crétinissime a conduit à la ruine de la protection sociale. Car, dans les « démocraties libérales », cadres supérieurs et professions libérales, dont l'influence sur le système politique n'est pas négligeable, ne consentent pas longtemps à l'idée de cotiser pour un système dont ils ne perçoivent pas les bénéfices. Ils se tournent alors vers la retraite par capitalisation et le chacun pour soi. Guetta reprend ici la vieille idée d'Alain Minc : des programmes publics réservés aux pauvres, qui deviennent vite des programmes pauvres, privés d'appuis politiques, de ressources et soumis à un contrôle de chaque instant pour dépister les éventuels « fraudeurs ».



Attali gavé

Dans le livre, très admiratif, de Frédérique Jourdaa sur *La Planète Attali* (Seuil, 2010), plusieurs témoignages dressent de Jacques Attali un portrait peu amène. Le récit, par le député socialiste Jean Glavany, du temps où Attali conseillait François Mitterrand à l'Élysée, a régalé *Le Plan B* : *« On l'a vu accaparer les notes des uns et des autres, les rayer de blanc quand l'une d'elles lui paraissait assez bien pour mettre son nom à la place. […] Il gardait tout. Pour se faire mousser auprès du président. Il avait une incapacité à travailler en équipe qui était insupportable. […] Il se gave de privilèges. Son rapport à l'argent est absolument effrayant. »* Devenu directeur de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) entre 1991 et 1993, Attali avait fait recouvrir le hall du siège de marbre de Carrare, avant de démissionner à la suite de la publication d'un audit mettant en cause sa gestion. *« Le voir faire un rapport pour Sarkozy, c'est tout sauf surprenant,* poursuit Glavany. *C'est l'obsession d'être dans le film. C'est tout ce qui l'intéresse, Jacques : paraître dans les émissions de radio, de télé. Là, il est content. Il se fait passer pour un décideur, un homme influent. C'est tout ce qu'il demande, il est obsédé par cela. »*

En route pour la fusion Michelin-France 3 Auvergne

Début mars, la direction granitique du *Plan B* reçoit un coup de téléphone d'un certain Jérôme Doumeng, journaliste présentateur à France 3 Auvergne. *« Je vous appelle car je voudrais que vous me rendiez un service,* nous annonce-t-il d'une voix courroucée. *Quand on tape Jérôme Doumeng sur Google, la première réponse obtenue est l'article du* Plan B, *"Gloire éternelle à Édouard Michelin". Nous sommes confrères. Pourriez-vous retirer l'article de votre site ? »*

Publié dans le n° 3 de l'été 2006, l'article qui chagrine notre interlocuteur était consacré aux funérailles du roi du pneu[1]. Le décès d'Édouard Michelin, coulé à pic lors d'une partie de pêche, avait suscité en effet une émotion médiatique digne d'un maréchal nord-coréen. Pour pleurer la mort du *« grand homme »*, France 3 Auvergne lui avait consacré la totalité de son journal du soir, soit 23 minutes de reportages signés, entre autres, par un journaliste que nous jugions *« prometteur »* : Jérôme Doumeng. Lequel s'offusque aujourd'hui de cette appréciation perspicace.

Apprenant que c'est bien mal connaître la Sardonie que de lui réclamer l'épuration de ses archives, le voilà qui hausse le ton :

« Attendez, vous êtes journaliste vous-même et vous critiquez des journalistes ? C'est quand même dingue, ça…

– Oui, nous sommes un journal de critique des médias et d'enquêtes sociales, et nous pensons que…

– Un journal de critique des médias, vous dites ? Non, mais c'est dingue ! Il y a des propos outranciers dans votre article. Je n'ai jamais vu ça… Aussi, j'en ai parlé avec certains de mes chefs à France 3 et puis aussi avec des hauts dirigeants de Michelin à Clermont-Ferrand, et on envisage une action collective en justice, un procès en diffamation… »

Le qualificatif de *« prometteur »* n'était donc pas usurpé : à lui seul, le jeune présentateur de France 3 Auvergne officialise l'union sacrée de sa direction avec celle du fabriquant de pneus. Deux précautions valant mieux qu'une, peut-être devrait-il se blottir aussi dans les jupes de l'Élysée ?

À la décharge de notre malheureux ami, la porosité entre journalisme et capitanat industriel n'est pas une spécialité auvergnate. Dernier exemple en date, Dalila Berritane, journaliste pendant vingt ans à Radio France Internationale (RFI), promue fin 2009 directrice de la communication de Bolloré Africa Logistics (BAL). Une suggestion pour Jérôme : pourquoi ne pas postuler à un emploi de communicant auprès de ses protecteurs ? Cela modifierait peut-être le classement de ses états de service dans les moteurs de recherche…

1 http://www.leplanb.org/Gloire-eternelle-a-Edouard.html.

Fin de concession

En exclusivité mondiale, *Le Plan B* vous offre un extrait du prochain film de Pierre Carles, *Fin de concession,* qui sort bientôt en salle. Un faux « journaliste uruguayen », Carlos Pedro, revient sur la privatisation de TF1 pour enquêter sur les relations entre médias et pouvoir. En février dernier, la librairie Sauramps et le Club de la presse de Montpellier, *« toujours engagé aux côtés des journalistes en difficulté[1] »,* invitaient Franz-Olivier Giesbert, directeur du *Point,* à une conférence sur ses problèmes de prostate…



L'assistance roupille gentiment.
L'intervention de deux sardons va secouer sa torpeur.









Le journaliste animateur du débat, carte de presse n° 77761.



(Le public : *« Hooo ! »*)









Les limiers du *Plan B* peuvent l'affirmer : Giesbert ment…

Un deuxième sardon :





Le « débat » reprend son cours, Franz-Olivier Giesbert peut se consacrer aux questions de l'auditoire…



Conclusion :

1 www.clubpresse.org
2 *La Tragédie du président. Scènes de la vie politique 1986-2006*, Flammarion, 2006.

Grève de journalistes ou pet de lapin ?

Élevés dans la phobie de la grève, les journalistes se retrouvent tout penauds lorsque, rabotés à leur tour par l'employeur, ils se décident à faire grève eux-mêmes. Exemple burlesque à *La Dépêche du Midi*.

« Le printemps de la gauche », titrait *La Dépêche du Midi* au lendemain du second tour des élections régionales. En photo de « une », la calvitie printanière de Martin Malvy, président socialiste triomphalement réélu du conseil régional de Midi-Pyrénées, indiquait que ce jour-là encore la feuille de chou toulousaine avait scrupuleusement fait son travail.

Lécher son patron ne paie plus

La veille, pourtant, un vent de révolte tourbillonnait dans les couloirs de la rédaction. Un appel à la grève, lancé par les syndicats SNJ et SNJ-CGT, menaçait de perturber la couverture des élections et même d'empêcher la parution du journal. Une audace extravagante de la part des journalistes de *La Dépêche*, qui ont les pieds en équerre à force de claquer des talons devant leur PDG, Jean-Michel Baylet. Mais, cette fois, la coupe est pleine : non content de leur refuser un susucre, le baron de la gauche cassoulet – Baylet est également président du conseil général de Tarn-et-Garonne, sénateur et chef d'escadrille du Parti des radicaux de gauche (PRG) – veut faire payer à ses troupes la *« crise sans précédent »* qui plombe la trésorerie de l'héritage familial. Afin d'amortir la *« chute vertigineuse du chiffre d'affaires publicitaire »*, il a décidé de dépouiller jusqu'à l'os ses 215 journalistes : cinq à dix jours de RTT en moins, fin de la semaine de 39 heures, liquidation du statut des secrétaires de rédaction, abandon de la grille de progression des salaires, remise en cause de la récupération des heures supplémentaires… La rédaction espérait une prime, elle se retrouve au pain sec et à l'eau. *« Jamais, en cent quarante ans d'histoire de* La Dépêche, *la profession incontournable du journal* [sic] *n'a subi un tel acharnement »*, s'indignent les recalculés dans un tract.

Dirigée contre les cheminots, les dockers ou les retraités, pareille offensive rencontre volontiers la compréhension des journalistes. Mais, quand elle vise leur propre profession *« incontournable »*, les réactions sont moins pondérées. *« La direction a décidé de punir les journalistes en leur imposant le degré zéro des conditions de travail »*, accusent les élus SNJ et SNJ-CGT, qui fustigent une *« politique suicidaire de réduction des effectifs »* et un *« nivellement par le bas de l'information »*. Les polochons du dialogue social se durcissent brusquement et Baylet, 430e fortune de France avec 50 millions d'euros en poche[1], réajuste les termes du débat : *« Il a envoyé une lettre à chaque journaliste pour expliquer que, par mesure conservatoire, il nous sucrait six jours de récupération. Et nous fixait également un ultimatum de trois mois pour signer »*, confie un porte-plume maison au *Plan B*.

Voici donc les petits soldats entrés en mutinerie. Un préavis de grève est lancé pour le 10 mars, soit quatre jours avant le premier tour des régionales, à une période où Baylet colle son allié Malvy sur toutes les estrades de Midi-Pyrénées, manière de faire reluire son parti croupion à deux ans des prochaines législatives. À un moment, donc, où le journal qui lui appartient de naissance est prié de publier ce genre de prose : *« Succès total pour la réunion publique organisée hier soir par la liste PS-PRG-MRC conduite par Martin Malvy dans la salle des Récollets à Caussade. Le président Jean-Michel Baylet a été le premier à mettre en exergue ce phénomène. "Je suis comblé de voir devant moi, déclarait-il, une salle plus que pleine, débordante. Le peuple du secteur caussadais est venu en masse. Ça me fait bien plaisir de voir ensemble les radicaux et les socialistes car nous avons encore des combats à mener en commun*[2]*." »* Réflexion faite, ce n'était pas le moment de gêner.

Insurrection en charentaises

La grève est alors reportée au vendredi 19 mars, deux jours avant le second tour. Cette fois, les mutins tiennent bon. Ils ne se laissent pas entortiller par Baylet, qui promet par courrier une reprise des négociations salariales *« en gage de* [sa] *bonne foi »*, mais sans fixer d'échéance. Les syndicats réclament une négociation immédiate, le PDG en campagne fait la sourde oreille. Le jour J, c'est la grève. Mais à partir de 14 heures seulement, pour permettre au journal de paraître le lendemain. Plutôt bien suivi à la rédaction de Toulouse, le mouvement prend fin dans la soirée. Le lecteur n'en saura rien : son quotidien régional est aussi insipide que d'ordinaire, et ne comporte aucun encart lui signalant les motivations de la grève, ni même son existence.

Un nouveau préavis est lancé pour le dimanche du second tour, à 18 heures. Là encore, il s'agit de ne pas saboter la sortie du numéro spécial du lendemain, très attendu car lardé de publicités. Protester, d'accord ; mettre le bazar, tout de même pas. Et puis, faire la grève des commentaires de soirée électorale, c'est déjà un acte de courage en même temps qu'une économie de papier. Las ! Voyant que leurs camarades se mobilisent très mollement, les meneurs préfèrent tout annuler au dernier moment.

Encore raté… Le soir même, plus que jamais collé à Malvy, c'est un Baylet aux anges qui s'épanouit sur le plateau de France 3-Toulouse. Entre deux tirades sur la gauche unie et victorieuse, le gourou du PRG rétorque à une question sur le conflit en cours dans son journal : *« Il n'y a pas de mouvement social à* La Dépêche, *c'est un mensonge. »* Cette déclaration ne sera d'ailleurs pas démentie par les intéressés.

La double peine du rédacteur

Trop avachis pour mener une grève, les journalistes disposaient pourtant d'une arme secrète pour déjouer le *« nivellement par le bas de l'information »* : faire du journalisme. Par exemple, relater les ennuis judiciaires de leur employeur, passés pudiquement sous silence jusqu'à présent[3]. Ou interroger Max Courregelongue, le bras droit de Baylet au conseil général, condamné le 7 avril dernier à six mois de prison avec sursis et à 12 000 euros d'amende par le tribunal correctionnel de Bordeaux pour délit de favoritisme concernant l'attribution du marché des transports scolaires en Tarn-et-Garonne (59 millions d'euros). Au cours du procès, attentivement suivi par *Le Plan B*, le procureur avait livré un éclairage instructif sur la vie politique au pays de la dynastie Baylet : *« Pour espérer remporter un appel d'offres dans ce département, il faut passer sous les fourches Caudines d'un homme et d'un système. »* Mais aucun rédacteur de *La Dépêche* n'a pipé mot de cette affaire.

Il est vrai que des événements plus cruciaux requéraient toute leur attention. Le 4 février, par exemple, la rédaction était conviée à faire bon accueil au général Jean-Pierre Bosser, délégué militaire départemental et commandant de la 11e brigade parachutiste, venu présenter ses hommages au rédacteur en chef, au responsable de la régie publicitaire et à l'épouse du patron, Marie-France Marchand-Baylet. Une rencontre évidemment placée *« sous le triple signe de l'échange, de la découverte mutuelle et de l'enrichissement réciproque »*, comme le soulignera le scribe de service dans le numéro du lendemain. *« Accompagné de son état-major, le général Bosser a notamment dévoilé la toute nouvelle campagne de recrutement lancée sur Internet par l'armée, insistant entre autres sur la richesse et la diversité de l'offre de métiers proposés par l'institution militaire. »* L'apprentissage de la lutte armée n'était manifestement pas au programme…

1 Selon le classement 2009 du mensuel *Challenges*.

2 « Une dynamique qui prend de l'ampleur », *La Dépêche du Midi*, 4.3.10.

3 Lire « Les casseroles du patron ne font pas de bruit », *Le Plan B* n° 19, juin-septembre 2009.



Engagement des intellectuels

Dans *Les Échos* (18.3.10), un article sur le lancement par Lagardère du magazine féminin *Be* explique : *« L'idée est de créer une communauté que Lagardère a baptisée les "Bees", jeunes femmes trentenaires "qui veulent du luxe, du jetable, qui veulent tout, tout de suite"*, a commenté Nathalie Beguinot, *brand manager de* Be. *La marque se veut drôle, audacieuse, et*, a-t-elle insisté, *pop : "Nous aimons beaucoup ce terme, chez* Be. » Aussitôt, *Le Journal du dimanche* (21.3.10), propriété de Lagardère, relaie la nouvelle : « *Lagardère lance* Be, *première marque transmédia.* » « *Nous nous positionnons dans le générationnel postféministe. Nos bloggueuses ou lectrices sont dans la joie et la bonne humeur plus que dans le revendicatif* », explique Beguinot, tandis qu'Anne Bianchi, « *directrice de la rédaction du magazine* », précise : « Be *parlera aussi beaucoup d'engagement, comme le démontre la rubrique "C'est bio la vie".* »





Dans son dernier éditorial de *Stratégies* (11.3.10), François Kermoal, directeur de la rédaction sur le départ, passe aux aveux. *« Autant vous dire la vérité : un édito, c'est souvent une idée dans l'air du temps, un début de conversation, et parfois, il faut bien l'avouer, quelques banalités assénées avec autorité ! Un peu à la manière de ces gens qui brillent en société en déclarant, pleins de belle assurance, que "la pluie, elle mouille". »*

Sciences politiques ou sorcellerie maya ?

Les prophéties du mage Perrineau

Brushing en bataille et sourcils magistraux, le sondeur Pascal Perrineau inonde les plateaux de ses expertises nulles et de ses prévisions ratées.

Désertées par les électeurs, les élections régionales ont été massivement suivies par les politologues. Pour faire masse, il suffisait en l'occurrence de trois ânes : Dominique Reynié, Stéphane Rozès et Pascal Perrineau. Leur point commun ? Ils sont lauréats de la laisse d'or du *Plan B* et profs à Sciences Po, l'école de larves dont sont issus la plupart des journalistes qui les invitent. Reynié est conseiller « scientifique » de l'UMP et greluchon du Medef ; Rozès, ex-directeur de l'institut CSA, est conseiller « image » du prince de Monaco (lire encadré) ; Perrineau dirige le peigne de son coiffeur ainsi que le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof).

Perrinite aiguë

À eux trois, Dominique, Stéphane et Pascal font plus de bruit à l'antenne que 10 millions de votants. À chaque élection, c'est à qui moulinera le plus de vent à la figure du public. L'issue de leur combat est généralement incertaine, mais, cette fois, les statisticiens du *Plan B* sont formels : c'est Pascal Perrineau qui a soufflé le plus fort. À la faveur des régionales, l'Omar Bongo du Cevipof – il a rempilé en 2009 pour un cinquième mandat – a été cité ou interviewé à vingt-quatre reprises par la plupart des succursales du Parti de la presse et de l'argent (*Le Parisien, Le Monde, Libération, La Tribune, Le Figaro, Sud-Ouest, Ouest-France, L'Express, 20 minutes*…).

La perrineautite aiguë concentre toutefois ses ravages sur les antennes du service public. Sur France Info, le politologue s'est répandu sept fois en trois semaines : le 4 mars pour gloser sur la campagne électorale, le 7 pour apprécier les *« enjeux du scrutin »*, le 13 et le 14 pour commenter les résultats du premier tour, le 19 pour analyser le *« phénomène de l'abstention »*, le 21 pour interpréter les résultats du second tour et le 24 pour paraphraser le discours postélectoral de Nicolas Sarkozy. À quoi il faut ajouter ses prestations sur France Inter (le 9 mars au « Téléphone sonne ») et sur France 5 (le 23 mars chez Calvi).

Si les journalistes politiques raffolent de Perrineau, c'est parce que son jus de commentaire répond à des critères d'insipidité très stricts. N'y surnagent que des bulles de contentement de soi et des formules émollientes qui dissolvent toute prise de risques. Quand, à la veille du premier tour, un journaliste de *La Tribune* lui demande : *« 2010, une répétition pour 2012 ? »*, il répond : *« Il faut se garder de tirer de ce résultat des enseignements sur le prochain scrutin »* (12.3.10). Lorsque, trois jours après le premier tour, *20 minutes* sollicite son pronostic sur l'ampleur de la vague rose au second tour, il fait observer que cela dépend de *« la qualité des tractations entre le PS, Europe Écologie et les forces de gauche. On ne sait pas dans quelle mesure cela va bien se passer »* (15.3.10). « On » ne sait pas, mais « on » le fait savoir avec fermeté. Invité à jauger l'aptitude des partis en lice à reconquérir leurs abstentionnistes, « on » lâche cette sentence : *« On ne peut pas s'attendre à un bouleversement, mais il peut y avoir des rectificatifs »* (*20 minutes*, 15.3.10). Prodige d'expertise, chaque phrase de Perrineau est à la fois un aveu d'incompétence et un argument d'autorité.

Brèves de comptoir

Il arrive que les hôtes de Pascal réclament plus que des « on ne sait pas si » et des « il faut se garder de ». Le politologue n'hésite pas alors à se jeter à l'eau. S'il se fracasse la tête, il en sortira sain et sauf et remontera de plus belle sur son plongeoir. Le 2 mars, Perrineau explique ainsi dans *Le Parisien* : *« Quand des élections locales ont lieu en plein milieu d'un cycle, entre deux élections présidentielles, on a généralement affaire à un vote sanction. […] Il y aura aussi un vote de protestation, accentué par le fait qu'on est dans l'après-crise. »* Il s'agirait donc d'un scrutin à portée nationale. Une semaine plus tard, Pascal se ravise : *« Ces élections sont avant tout locales. Si succès il y a, il sera avant tout celui des équipes locales »* (*JDD*, 11.3.10). Sans doute la vérité, comme les plis de sa permanente, se situe-t-elle quelque part entre les deux ?

Effectivement : lorsque, le lendemain, *Le Monde* lui pose à son tour LA question qui tourmente le PPA – *« Faudra-t-il avoir de ce scrutin une lecture régionale ou nationale ? »* –, Pascal se retire prudemment en terrain neutre : *« La réponse est complexe. Une majorité forte d'électeurs assure vouloir voter pour des enjeux locaux plus que nationaux. Pour ceux, en revanche, qui disent tenir compte d'abord des enjeux nationaux, le vote sanction est deux fois plus important que le vote de soutien au gouvernement. »* Au PMU, l'auteur d'une telle platitude se retrouverait exilé au bout du comptoir. Dans les médias, on lui décerne une invitation à vie.

« Le FN autour de 2 % »

En janvier, interrogé par *Le Monde*, Perrineau explique à propos de Nicolas Sarkozy : *« C'est le seul qui a réussi de manière sensible à casser une dynamique que certains qualifiaient d'irrésistible. Le FN ne retrouvera pas sa capacité de blocage des années 1990, qu'il avait encore aux élections régionales de 2004 »* (15.1.10).

Mieux. Dans *Le Parisien* du 15 octobre 2009, le Nostradamus du Cevipof signe un entretien titré « L'affaiblissement du FN semble inéluctable ». *« Le coup de grâce lui a été donné en 2007 par Nicolas Sarkozy,* certifie le sondeur. *On aurait pu penser que la crise économique ou tel ou tel aspect de la politique de Sarkozy aurait pu lui redonner de l'espace. Eh bien non. »* Puis, à la question *« Quels peuvent être ses scores aux élections régionales ? »*, Perrineau rétorque avec assurance : *« Le FN tourne autour de 2 %, au mieux 5 %, mais ce n'est même pas sûr. Le pouvoir de nuisance du FN a disparu. C'est la fin d'une époque qui a duré un quart de siècle. »*

Cinq mois plus tard, après un premier tour qui a vu le FN caracoler à 11,4 % à l'échelon national et à plus de 15 % dans quatre Régions, le mage Pascal explique benoîtement dans *Le Nouvel Observateur* : *« Le sursaut du FN est indéniable. Il est en mesure de se maintenir, au second tour, dans douze Régions. […] Le FN retrouve le rôle de minorité de blocage qui a longtemps été le sien »* (18.3.10). Le journaliste François Bazin, qui boit ses paroles, ne lui objectera pas ses prophéties ratées.



De gauche à droite : Dominique Reynié, Pascal Perrineau et Stéphane Rozès prêts à s'envoler pour les studios de télévision.

Le rocher de Rozès

Lundi 23 mars, sur France Inter, à l'émission « Le téléphone sonne ». Pour décortiquer le second tour des élections régionales, Alain Bédouet a convié le sondeur Stéphane Rozès, « monsieur opinion » du NPA et patron de Cap Conseil, un cabinet qui aide ses clients à *« construire les cohérences entre leurs identités, images et conduites ».*

Un auditeur sardon, Léonard, se faufile à travers les mailles du standard. Bédouet lui donne la parole.

Léonard : *« Merci d'avoir invité mon ami Stéphane Rozès, qui a travaillé pour le paradis fiscal de Monaco.* […] *J'ai lu dans* Le Monde *qu'au premier tour près de trois jeunes sur quatre, de 18 à 34 ans, s'étaient abstenus* […]. *Est-ce qu'il ne faudrait pas que les politiques, le journal* Le Monde *et vos invités s'interrogent aussi sur la crédibilité de Stéphane Rozès, qui travaille pour Monaco ?*

Alain Bédouet : *Ben voyons !*

Léonard : … *que Coluche appelait "le rocher aux putes", quand même…*

Alain Bédouet : *Alors, Stéphane, la crédibilité des analystes ?*

Mais on va tous se mettre dans le même panier, les sondeurs aussi, les journalistes… »

Dans le même panier ? Si Bédouet le dit… Stéphane Rozès a effectivement été recruté en juillet 2009 par le gouvernement monégasque – aux côtés du journaliste Jean-Luc Mano et du publicitaire Régis Lefebvre – pour combler le *« déficit d'image »* de la principauté. Selon *Le Point* (20.7.09), leur campagne de communication se chiffrerait pour 2010 *« en millions d'euros »* et devrait *« se prolonger dans le temps »*. Manifestement, la *« construction de cohérences »* qu'il accomplit sur le *« rocher aux putes »* laisse tout de même le temps à Rozès d'instruire les auditeurs de France Inter.

Quand Nicolas Dupont-Aignan surclasse Besancenot

NPA contre NDA : 0-1

C'était le match qu'il ne fallait surtout pas perdre. D'un côté, l'emblème de la gauche radicale, prix du *« meilleur communicant 2009 »* et chouchou des médias. De l'autre, un gaulliste en culottes courtes quasi inconnu du grand public…

La démocratie accomplit parfois des miracles. Le score calamiteux réalisé par Olivier Besancenot aux élections régionales – 3,13 % des voix en Île-de-France – a convaincu l'état-major du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) de bouder les plateaux de télévision. Plus de « débat » chez Calvi, plus de facteur sur canapé chez Drucker, plus de lutte sociale en promotion chez Ruquier, Ardisson ou Lumbroso. Du moins pour l'instant. Besancenot *« a choisi de faire un break médiatique. Quand il y a des moments difficiles, il faut savoir prendre de la distance, réfléchir sur ce qui se passe pour pouvoir rebondir et avoir un second souffle »*, explique Pierre-François Grond, le numéro deux du NPA, au micro d'Europe 1 (15.4.10). Certes, précise Grond, le retour du petit chaperon rouge sur les planches du Parti de la presse et de l'argent (PPA) n'est qu'une *« histoire de semaines »*. Mais la portée historique de l'événement n'a pas échappé au *Plan B*: en dix ans de carrière politique, c'est la première fois que le leader du NPA refuse l'offrande d'un micro.

« La représentation médiatique, je m'y plie, parce que ça permet de s'adresser à des millions de personnes, claironnait Besancenot en 2007 devant un Karl Zéro hilare déguisé en facteur. *Tu passes à une émission, c'est tout de suite l'équivalent de dizaines de milliers de tracts et même beaucoup plus*[1]. » Beaucoup plus ? Les 3,13 % ramassés aux régionales ont foudroyé la ligne « grand angle-grand public », pierre de touche idéologique d'une révolution média-compatible[2]. Car le chef de file du NPA en Île-de-France n'a pas seulement obtenu deux fois moins de suffrages que son rival du Front de gauche, Pierre Laurent (6,55 %), il s'est fait battre aussi par… Nicolas Dupont-Aignan (4,15 %).

Le NPA s'attendait pourtant à ne faire qu'une bouchée de ce *« gaulliste républicain »* fâché avec Sarkozy, pittoresque mais inoffensif. Contrairement à Besancenot, il n'a jamais été invité chez « Les grosses têtes » et n'a pas non plus été élu *« meilleur communicant 2009 »* par une brochette de quarante-deux journalistes politiques[3]. Son taux de pénétration médiatique aurait même arraché un sourire de pitié aux stratèges de l'ancienne LCR. Qu'on en juge : pour la période allant de juin 2007 à mars 2010, le nom de Besancenot figure 370 fois dans les archives de France Télévisions, tandis que Dupont-Aignan n'y apparaît qu'à 50 reprises, soit sept fois moins (source : INA). La supériorité du « facteur de Neuilly » dans les petits papiers des journalistes ne s'est pas démentie au cours de la campagne électorale. Du 1er janvier au 14 mars 2010, Besancenot a eu droit à 192 citations dans la presse quotidienne nationale (*Le Monde, Le Figaro, Libération, L'Humanité, Les Échos, La Tribune, La Croix*), contre seulement 33 pour le dissident de l'UMP (source : Institut statistique sardon).

Au soir du premier tour, les horloges parlantes des plateaux télévisuels ont évidemment imputé la déroute du NPA à son refus *« sectaire »* de s'allier au PS. Certains cadres du parti se sont rangés à cette analyse, mais, en réalité, c'est une tout autre révélation qui s'est abattue sur le siège de l'ex-LCR : charmer les journalistes ne suffit pas toujours à convaincre les foules. C'est même souvent le contraire, comme l'a prouvé en 2005 la débâcle du « oui » à la Constitution européenne. Cette démonstration n'a pourtant pas dissuadé l'avant-garde éclairée des masses laborieuses de considérer *« les médias comme un plan de lutte »*, selon le mot d'ordre de Pierre-François Grond (*Le Point*, 26.3.09). On comprend à présent comment le fil rouge de la stratégie médiatique tresse la corde du pendu : les émissions grand public axées sur le thème « tous contre Sarkozy » attirent des gens peu politisés. Lesquels croient que leurs idées triomphent parce que la presse parle de leur porte-parole, mais s'enfuient en courant à la première secousse. *« On s'est auto-intoxiqués en disant qu'on était les seuls à gauche à résister à Sarkozy et on a oublié de faire de la politique »*, reconnaît Grond. Ajoutant même : *« Tous ceux qui étaient contre Sarkozy ont eu le vent dans les voiles sauf nous… »* (*Le Monde*, 16.4.10).

Pendant trois décennies, les partis d'extrême gauche se présentaient aux urnes pour se faire entendre mais n'attachaient aucune importance au résultat. Les militants savaient que la politique se joue dans la rue. Désormais, on interprète un échec électoral comme une déroute idéologique. Misère de l'électoralisme…

Gustave Doré (1832-1883) : *Privés de télé* (détail).

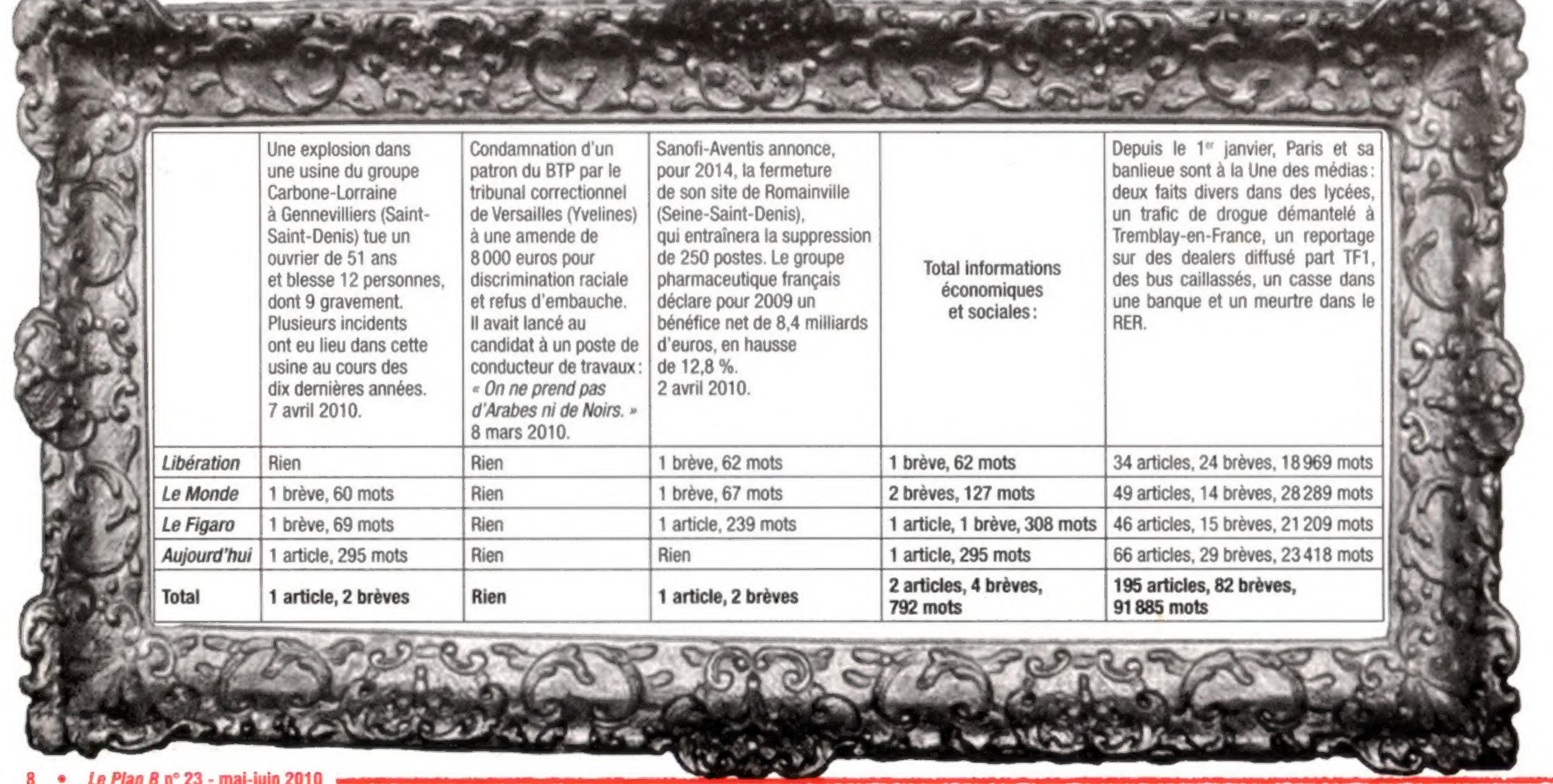
1 13.11.06, leweb2zero.tv/video/karl_95455da67bcbade

2 Voir François Sabado, *Rouge*, 6.3.03. Lire aussi « Les petits chaperons rouges de la LCR », *Le Plan B*, n° 3, juillet 2006.

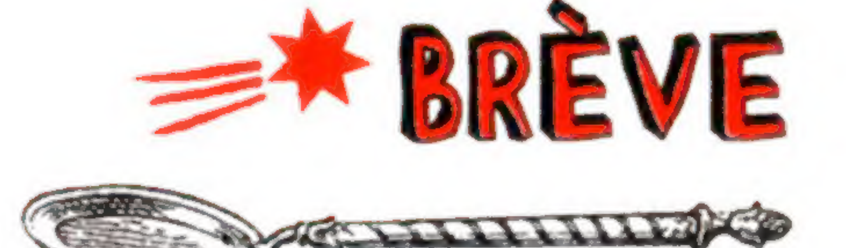
3 Juste derrière Ségolène Royal mais devant Xavier Bertrand et Jean-François Copé. *« La communication très typée »* mise au point par Besancenot et Royal *« marque les esprits et leur assure un haut niveau de visibilité »*, les félicitait alors Arnaud Dupui-Castérès, président de Vae Solis Corporate, un cabinet-conseil en stratégie de communication d'entreprise (*Les Échos*, 23.6.09).

Les journalistes caillassent l'information sociale

Au second tour des élections régionales, les médias poussent des cris d'horreur devant le score du Front national. *Le Monde* et *Libération* déplorent la relance de la thématique de la sécurité par Nicolas Sarkozy. L'Elysée se contente pourtant de surfer sur la vague soulevée et entretenue par les journalistes. Au détriment, une fois encore, de l'information sociale…



	Une explosion dans une usine du groupe Carbone-Lorraine à Gennevilliers (Saint-Saint-Denis) tue un ouvrier de 51 ans et blesse 12 personnes, dont 9 gravement. Plusieurs incidents ont eu lieu dans cette usine au cours des dix dernières années. 7 avril 2010.	Condamnation d'un patron du BTP par le tribunal correctionnel de Versailles (Yvelines) à une amende de 8 000 euros pour discrimination raciale et refus d'embauche. Il avait lancé au candidat à un poste de conducteur de travaux : *« On ne prend pas d'Arabes ni de Noirs. »* 8 mars 2010.	Sanofi-Aventis annonce, pour 2014, la fermeture de son site de Romainville (Seine-Saint-Denis), qui entraînera la suppression de 250 postes. Le groupe pharmaceutique français déclare pour 2009 un bénéfice net de 8,4 milliards d'euros, en hausse de 12,8 %. 2 avril 2010.	**Total informations économiques et sociales :**	Depuis le 1er janvier, Paris et sa banlieue sont à la Une des médias : deux faits divers dans des lycées, un trafic de drogue démantelé à Tremblay-en-France, un reportage sur des dealers diffusé part TF1, des bus caillassés, un casse dans une banque et un meurtre dans le RER.
Libération	Rien	Rien	1 brève, 62 mots	**1 brève, 62 mots**	34 articles, 24 brèves, 18 969 mots
Le Monde	1 brève, 60 mots	Rien	1 brève, 67 mots	**2 brèves, 127 mots**	49 articles, 14 brèves, 28 289 mots
Le Figaro	1 brève, 69 mots	Rien	1 article, 239 mots	**1 article, 1 brève, 308 mots**	46 articles, 15 brèves, 21 209 mots
Aujourd'hui	1 article, 295 mots	Rien	Rien	**1 article, 295 mots**	66 articles, 29 brèves, 23 418 mots
Total	**1 article, 2 brèves**	**Rien**	**1 article, 2 brèves**	**2 articles, 4 brèves, 792 mots**	**195 articles, 82 brèves, 91 885 mots**



Senteur sapin

À la manière d'une couverture de journal gratuit, la Une de *Libération* (23.4.10) est recouverte d'un cahier publicitaire de quatre pages pour un parfum branché, qui reproduit la maquette (hideuse) du quotidien. Lui-même sujet à un sérieux problème de fraîcheur au niveau de la barbiche (lire page de droite), le directeur de la publication, Laurent Joffrin, justifie : *« Martin Margiela* [le fabricant du parfum] *est un créateur original, inventif, radical et exigeant.* Libération, *qui a toujours su innover en matière publicitaire, a donc accepté de s'associer à cette marque respectée pour une opération différente. »* Bref, plutôt qu'un acte de prostitution éditoriale contre une poignée d'euros, il s'agirait d'un engagement artistique, presque contestataire, puisque, comme l'explique le faux *« portrait »* du parfum en dernière page, *« refusant le diktat du star-system, ce nouveu-né pourrait bien faire évoluer les codes de la parfumerie actuelle »*. Et servir d'extrême-onction au joujou de Rothschild.



La lutte est acharnée mais *Le Plan B* ne décerne la laisse d'or qu'au plus servile.

Marie-Laure Delorme vaut de l'or. Pour la critique littéraire du *Journal du dimanche*, la brosse à reluire n'est pas seulement un outil de travail, c'est une vision du monde. Le sien n'est peuplé que de grands génies, qui ont tous passé les douanes de Saint-Germain-des-Prés. Quand BHL et Michel Houellebecq se racontent leurs problèmes de vessie dans un livre édité par le même patron que son journal, Delorme se pâme : *« Ils ont en commun le sens du jeu et le goût du feu. »* Rosanvallon, le gourou de La République des idées publie un nouvel essai au Seuil ? *« Œuvre de feu et d'eau »*, s'enflamme Marie-Laure. Le lobbyiste social-libéral, signataire de la pétition pro-Juppé de décembre 1995, *« est un homme de gauche resté à gauche ; il est un agitateur d'idées dénicheur de talents novateurs ; il est un rat de bibliothèque engagé dans les affaires de la cité ; il est un intellectuel solitaire attaché aux énergies collectives. Il fut tout ça hier ; il sera tout ça demain. »* Et ensuite il sauvera la banquise et fera couler le miel sur la terre. À moins que ce rôle n'incombe à Michel-Édouard Leclerc, un *« pourfendeur d'injustices »* auquel elle consacre une pleine page énamourée.

Comme on noie de ketchup des frites trop grasses, la dame littérature du *JDD* déverse sur ses louanges des hectolitres d'adjectifs. Finkielkraut : *« Voix essentielle parce que voix détonante et discordante. »* Philippe Sollers, chroniqueur au *JDD* : sa voix n'est pas seulement *« légère et rapide »*, mais aussi *« tournoyante, étincelante, ondoyante »*. Quant à celle du romancier Jean Echenoz, *« maîtrisée dans ses recoins les plus intimes »*, elle *« dévale magnifiquement les pentes verglacées de la vie »*.

D'autres s'y cassent plutôt la figure. En février 2007, trônant au Café de Flore, elle confie au *Figaro* : *« C'est la première fois de ma vie que je ne voterai pas socialiste, je vais voter Bayrou, même si j'ai un peu honte parce que j'ai l'impression que c'est un phénomène qui touche surtout le VIe arrondissement. »* N'aie plus honte, Marie-Laure, et mesure ta chance : cette dernière laisse est pour toi !

BRÈVES



La question

Interrogé le 17 avril par le site Médiapart sur la situation désastreuse du *Monde*, le président de la Société des rédacteurs du quotidien, Gilles Van Kote, s'entend poser cette question : *« Avez-vous le sentiment que vous continuez à payer l'héritage de Jean-Marie Colombani et Alain Minc, aux commandes du groupe jusqu'en 2007 ? »* Qui était le troisième homme aux commandes de ce groupe (il était directeur adjoint de la SA Le Monde) ? Edwy Plenel, patron de Médiapart.

Patron précaire

Privé de sa double rémunération, le patron d'EDF, Henri Proglio, pleure sa dignité perdue : *« 1,2 million d'euros* [par an]*… c'est dérisoire. On se fout de qui ? À Paris, c'est tout juste le prix d'un appartement »* (cité par *L'Express*, 4.2.10).

Pluralisme

Le Nouvel Observateur (4.2.10) relève dans sa rubrique « Air du temps. Mode masculine hiver 2010-2011 » la présence de deux célébrités aux premiers rangs des défilés de mode : *« Raphaël Enthoven* [France Culture]*, qui est allé chez Dior, et Ali Baddou* [Canal Plus]*, qui s'est rendu chez Hermès. »* La diversité éditoriale est sauve.

Services privés

Dans sa chronique de France Inter du 18 février 2010, Nicolas Demorand braille à propos des critiques contre BHL : *« Il y a dans tout cela quelque chose qui pue. » « Et pour le reste, sachez que Bernard-Henri Lévy sera demain l'invité du 7-10. »* Pour la septième fois depuis 2007 ! Trois jours plus tard, l'animateur grassouillet encense BHL sur France 5 dans son émission « C/Politique » pendant cinquante minutes.

Petit patronat militant

Dans un portrait de Julien Bayou, le très médiatique animateur des collectifs Jeudi noir, Génération précaire, Sauvons les riches, etc., on lit : *« Chef d'entreprise, il travaille à mi-temps dans la coopérative qu'il a fondée avec un autre militant de Jeudi noir. Leur société fournit des prestations en communication pour les ONG : buzz, marketing viral et opérations drolatiques ayant pour but d'être médiatisées »* (*Journal du dimanche*, 21.2.10).

Responsable

Laisse d'or du *Plan B*, Christophe Hondelatte prouve qu'il n'a pas usurpé sa distinction. *« Ma question est la suivante*, braille-t-il sur RTL : *sachant que l'idéal, ce serait évidemment une réforme* [des retraites] *de consensus, les syndicats sont-ils dans ce dossier de gros ringards irresponsables ? »* (« On refait le monde », 16.2.10).



À votre bon cœur

Interrogé au sujet de ses rémunérations en tant que membre du Conseil d'analyse de la société (CAS) – 1 800 euros brut par mois – et du Conseil économique, social et environnemental (Cese) – 3 750 euros brut par mois – (soit un total de 4 500 euros net par mois), Luc Ferry rappelle : *« Ce n'est quand même pas ça qui me permet de vivre ! »* (*Challenges*, 4.3.10).

À quatre pattes

Dans une tribune virilement titrée « Soyons offensifs ! » (*Le Nouvel Observateur*, 11.3.10), François Chérèque et Edmond Maire suggèrent que la CFDT ne recule pas devant les plus folles audaces : *« Écartons les solutions simplistes […], la nostalgie stérile d'un monde binaire, classe contre classe […] Refusant de s'en tenir à des incantations stériles, rejetant la fuite dans la radicalité, notre syndicalisme a pour ambition de tracer, avec d'autres, le chemin d'un monde vivable et durable. »* Où tous les gars du monde décideront d'être copains.

Immortelle fatuité

Existe-t-il sur Terre quelque célébrité qui ne s'inspire de Jean Daniel ? Dans *Le Nouvel Observateur* (4.1.10), le fondateur de l'hebdomadaire, Jean Daniel, commente le dernier livre de Régis Debray : *« Cela fait maintenant quelque temps que nombre de ses obsessions m'expriment […]. C'est bien à moi que Régis répond ici, sans me citer. »* Aristote répondait lui aussi à Jean Daniel, et Léonard de Vinci l'a peint avec *La Joconde*.

La peste marseillaise

Dans son hommage à la *« PME médiatique »* Jacques Marseille (*« Une PME médiatisée. L'homme ne refusait jamais une interview et trustait les médias : chroniqueur à* L'Expansion, *aux* Échos, *puis au* Point, *il participait régulièrement à l'émission télévisée "C dans l'air" »*), *Le Monde* (7-8.3.10) oublie de parler du… *Monde*. Une recherche sur la base de données Europresse indique que, depuis 1995, Jacques Marseille y a été cité 95 fois (il est l'auteur de 6 articles). Un score pas extravagant. Mais pour l'égaler, avec cette fois des références à des économistes hétérodoxes, il faut additionner celles relatives à Gérard Dumesnil, Frédéric Lordon, Michel Husson, Laurent Cordonnier et François Chesnais (96 citations dans *Le Monde* au cours de la même période).



Le téléachat comme profession et comme vocation

Privé de téléachat moustachu depuis qu'il a été débarqué de LCI, où il agitait frénétiquement les livres de ses invités devant la caméra, Edwy Plenel accorde une interview à *La Voix du Nord* (18.3.10) pour promouvoir son dernier livre, *N'oubliez pas !* (le téléachat ?). À la question – critique, voire outrageuse pour le quotidien nordiste – *« Vous consacrez un livre de plus à celui que vous combattez… »*, Edwy rétorque : *« Encore un, mais différent ! Ce livre fait penser au* Portrait de Dorian Gray *d'Oscar Wilde, où un jeune et beau héros assiste à la décrépitude de son portrait. Ce livre, au-delà de la personne de Nicolas Sarkozy, est une éphéméride de la décrépitude de la vie démocratique de notre pays. »* Puis le bateleur moustachu cite Albert Londres, avant d'expliquer que son ouvrage se destine à *« l'UMP critique, l'extrême gauche, le Modem, etc. »* Cette faculté de transformer son environnement immédiat en linéaire de supermarché ayant, par une erreur d'aiguillage, conduit Plenel à la direction du *Monde* plutôt qu'à celle d'un Mammouth de sous-préfecture, Edwy décrivit un jour la fonction de la Une du quotidien de Beuve-Méry en ces termes : *« C'est la vitrine d'un grand magasin, d'une grande surface. Il faut que, à l'intérieur, on se balade très bien, que ce soit assez pédagogique, assez clair. Mais, pour qu'on rentre dans le grand magasin, il faut qu'il y ait* [à ce moment, Plenel déplie et replie frénétiquement ses dix doigts et plisse les yeux] *beaucoup de clignotants »* (France 2, 14.1.02). Un plan sur la carte météo vint à point pour cacher l'intervention de deux personnages en blouse blanche.

Pitié pour lui

Lécheusement interviewé par *Le Nouvel Économiste* (8.4.10), BHL dévoile une parade contre sa propension à truffer d'erreurs chacun de ses écrits : *« L'idée même d'erreur n'a d'ailleurs, en philosophie, pas de sens. Il y a des impasses en philosophie. Des avancées ou des reculs. Mais il n'y a pas d'erreurs. Un savant peut faire des erreurs. Un politique aussi. Pas un philosophe. »* Pour devenir l'homme qui ne se trompe jamais, il suffisait d'abolir l'erreur.

Petit peuple

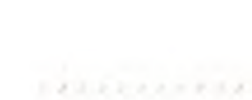
Dans son blog du *Nouvel Observateur* (25.3.10), Jean Daniel expose son désaccord avec BHL, lequel accuse Sarkozy de faire le jeu du Front national. Puis le fondateur du grand-hebdomadaire-de-gauche-que-le-monde-entier-nous-envie explique : *« Bernard-Henri Lévy ne fréquente pas assez les immigrés, qu'ils soient artistes, écrivains, universitaires ou simplement chauffeurs de taxi. »*

Déontologie

Au moment d'entériner une nouvelle réglementation qui limite la publicité sur les chaînes italiennes à péage (dont celles de Murdoch) mais qui l'étend sur les chaînes hertziennes (dont celles du groupe Mediaset), Silvio Berlusconi *« a "consciencieusement" quitté la réunion du Conseil à Rome pour cause de conflit d'intérêts »* (*International Herald Tribune*, 1.3.10) – le président du Conseil italien contrôle en effet Mediaset. Qui encaissera *« consciencieusement »* les dividendes.

Crème à euros

Le 12 avril 2010, les pages 2 et 3 de *Libération* sont intégralement occupées par une publicité pour une crème qui, journal de gauche oblige, *« démocratise l'accès à une peau saine et clarifiée »* grâce *« à une formule bourrée d'antioxydants »*. Il s'agirait d'un cosmétique particulièrement recommandé aux porteurs de barbiches mitées à l'odeur douteuse.



LE PLAN B Vous offre

La Sardonie les a rendus célèbres

Au bal des nigauds

Dur métier que l'orpaillage : on extrait des grains d'or à partir de flots de boue. Passé au tamis de la Sardonie depuis une décennie, le discours des régents de la presse française recèle des pépites de bêtise. En voici quelques-unes, réunies en collier pour que l'amnésie ne conduise pas à l'amnistie.



Jean-Marie Colombani
Ancien directeur du *Monde*

« BHL, il a raison tout le temps ; si on le prend comme la figure de l'intellectuel en France, lui, il ne s'est jamais trompé » (« Bouillon de culture », France 2, 3.5.1996.).

« Nous sommes tous américains » (*Le Monde*, 13.9.01).

Daniel Cohn-Bendit



« Je suis pour le capitalisme et l'économie de marché » (Daniel Cohn-Bendit, *Une envie de politique*, Paris, La Découverte, 1998).

Edwy Plenel

« Alain Minc est devenu un ami et je suis fier d'être son ami » (France 2, 6.3.03).

« Je l'estime. Nous avons le même but. […] Il a du respect pour les gagneurs » (*Le Nouvel Économiste*, 9.2.1996).

« J'ai rêvé être Guevara » (France 2, 3.11.01).

Alain Duhamel

« Pour comprendre le monde qui vient, une bonne recette est d'alterner la lecture d'Alexandre Adler et celle d'Alain Minc » (Le Point, 11.11.04).

« George W. Bush va aller dans le bon sens dans un certain nombre de questions sociales. […] Moi je fais un pari sur George W. Bush, c'est qu'il va rentrer en conflit avec l'aile conservatrice de son parti et qu'il s'y prépare » (« La rumeur du monde », France Culture, 14.4.01).

Philippe Corcuff



« Les progressistes de type Alain Minc, avec leur discours sur la mondialisation heureuse, sont au fond très proches du marxisme » (*Le Figaro*, 9.1.03).



Salvador Dali : *Persistance du béret* (1931).

Laurent Joffrin



« On a été les instruments de la victoire
(*Les Années Libé*, film de Michel Kaptu

« Comme ces vieilles forteresses reléguées da secondaire par l'évolution de l'art militaire, la grisâtre de l'État français ressemble de plus e château fort inutile. La vie est ailleurs, elle so par l'entreprise, par l'initiative, par la commu
(« Vive la crise », hors série de *Libération*, 2.19

Alexandre Adler



Le Figaro, 6.9.04 : *« Quitte à devenir la risée de mes lecteurs en novembre : Kerry va gagner d'une courte tête, ce sera donc l'élection de l'an 2000 inversée ! »* (George W. Bush est élu).

Le Figaro, 29.9.07 : *« Les États-Unis s'acheminent vraisemblablement vers un conflit entre les deux candidats de New York, Hillary Clinton et Rudy Giuliani »* (Giuliani se retire au profit de John McCain, et Barack Obama devance Hillary Clinton).

« Le général Massu était l'un des hommes les plus à gauche de toute l'armée française » (« La rumeur du monde », France Culture, 8.6.02)

Nicolas Demorand

« Les nouveaux managers de la presse vont dire aux journalistes : "Faites votre boulot, non pas parce que vous êtes de preux chevaliers partant à l'assaut des horreurs du monde, mais parce que votre liberté et votre impertinence vont enrichir le patrimoine de ma marque, me permettre de la décliner sur Internet et de vendre de la pub" » (*Télérama*, 5.7.08).

Alain Minc

« Dans ce monde en apparence unifié par les modes de vie et les marchés financiers, il demeure une spécificité française... le goût du spasme » (pendant les grèves, *Le Figaro*, 4.12.1995).

« Je ne sais pas si les marchés pensent juste, mais je sais qu'on ne peut pas penser contre les marchés » (*Le Débat*, mai 1995).

La crise est *« grotesquement psychologique »* (France Info, 10.10.08).

Gerrit Van Honthorst : *L'adoration d'Alain Minc* (v. 1620).

Quant à [la rubrique] "Entreprises", le hoix est dénué d'ambiguïtés : la micro-conomie, les marchés et la finance, sans omplexes, sans ce rapport trouble, voire ypocrite, au monde de l'argent qui nous a arfois handicapés » (Plenel dirigeait alors a rédaction du *Monde*).

Nicolas Baverez

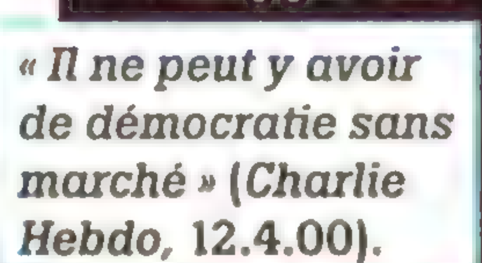


« On pourrait dire, mais il n'aimerait pas, que c'est notre grand écrivain d'aujourd'hui. Depuis plus de quarante ans, il domine la scène des lettres. C'est Philippe Sollers » (LCI, 18.3.00).

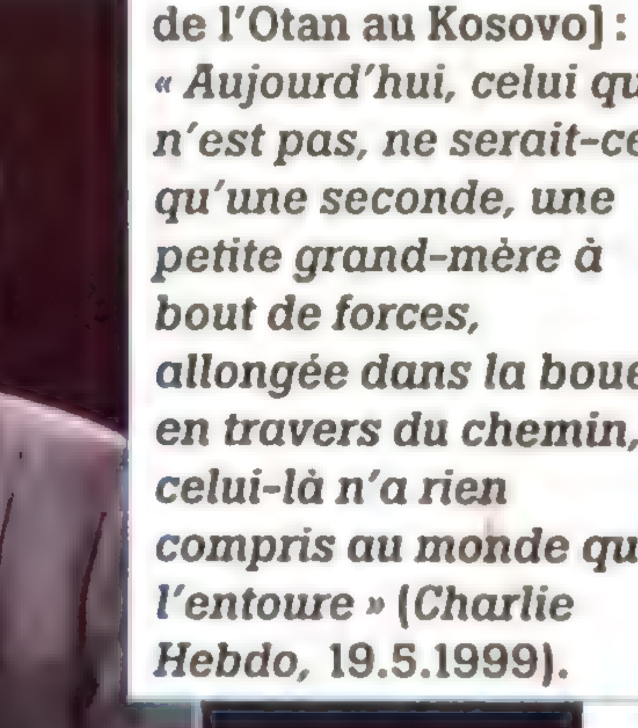
« Joie des idées, bonheur du débat, euh, au fond plaisir de l'aventure intellectuelle, c'est Bernard-Henri Lévy » (LCI, 15.1.00).

« Le temps libre [...] est appréciable pour aller dans le Lubéron, autant, pour les couches les plus modestes, le temps libre, c'est l'alcoolisme, le développement de la violence, de la délinquance » (*20 minutes*, 7.10.03).

Philippe Val



« Il ne peut y avoir de démocratie sans marché » (*Charlie Hebdo*, 12.4.00).



[Justifiant la guerre de l'Otan au Kosovo] : *« Aujourd'hui, celui qui n'est pas, ne serait-ce qu'une seconde, une petite grand-mère à bout de forces, allongée dans la boue en travers du chemin, celui-là n'a rien compris au monde qui l'entoure »* (*Charlie Hebdo*, 19.5.1999).

du capitalisme dans la gauche »
, France 2, 2.6.1993).

Bernard Guetta



« Je déteste Le Plan B, leurs laisses et leur petitesse. »

Bernard Maris

« On est souvent plus proche de Minc qu'éloigné » (*Marianne*, 12.4.04).

« Mettre en scène la complainte, ça fait de l'audience. Le journalisme des bons sentiments, c'est aussi une bien-pensance. C'est l'idée que, par définition, le faible a toujours raison contre le fort, le salarié contre l'entreprise, l'administré contre l'État, le pays pauvre contre le pays riche, la liberté individuelle contre la morale collective. En fait, c'est une sorte de dérive mal digérée de la défense de la veuve et de l'orphelin. [...] les médias valoriseront toujours ceux qui crient le plus fort » (*Huit journalistes en colère*, film de Denis Jeambar, Arte, 9.2.10).

David Pujadas



« Cette thèse selon laquelle, dès lors qu'on est possédé par des intérêts économiques, on n'est pas libre, ça ne tient pas debout. [...] Il faut me démontrer, moi, que je ne suis pas indépendant ! Il faut le démontrer ! Et cette démonstration, je vous assure qu'elle n'est pas facile à faire ! » (Canal Plus, 11.6.1999).

s un rôle masse plus à un rd de la crise, ication »
4).

Christine Ockrent



« Les patrons en France ont mauvaise presse. On les entend à peine dans le débat public. Cette frilosité des grands patrons à s'exprimer sur des sujets d'intérêt général constitue une vraie carence de la démocratie » (Christine Ockrent, *Les Grands Patrons*, Paris, Plon, 1998).

« Ça ne me gêne pas qu'un patron soit bien payé, s'il fait son travail » (France 2, 7.3.05).



Enquête chez un sous-traitant du contrôle aux frontières

Patron, poète et chasseur de sans-papiers

Ancien policier de Calais, Patrick Guerbette dirige une entreprise spécialisée dans la détection des migrants qui s'accrochent aux essieux des poids lourds. Durant les heures creuses, il écrit des poèmes et des romans. *Le Plan B* lui a demandé une dédicace...

Le Pôle emploi de Gravelines, dans le Nord, proposait l'été dernier cet emploi en CDD : *« Agent de sécurité H/F. Vous intervenez en cas de découverte de clandestins (femmes et enfants). Débutants acceptés. »* Comme lieu de travail, l'annonce indiquait le *« hangar à détection humaine »* du terminal ferries du port de Dunkerque, où 580 000 camions s'engouffrent chaque année à destination des ports anglais. Avec parfois des migrants cachés dans la citerne ou agrippés aux essieux, que l'« agent de sécurité » devra détecter, appréhender et remettre à la police aux frontières (PAF).

Au service de Sa Majesté

Ce job attrayant est offert par Eamus Cork Solutions (ECS), un sous-traitant du Home Office, le ministère de l'Intérieur britannique. En vertu des accords du Touquet, signés en février 2003 après la fermeture du camp de Sangatte, les autorités françaises autorisent en effet leurs homologues d'outre-Manche à venir les assister dans leur traque aux immigrés clandestins. Le Home Office s'en remet donc à un intermédiaire, la société de transports Norfolkline, qui choisit elle-même un prestataire privé, ECS, lequel se charge à son tour de fournir à la PAF les supplétifs dont elle a besoin.

Le groupe ECS emploie 138 salariés répartis dans six filiales, dont 42 agents spécialisés dans la détection des sans-papiers. Un outillage sophistiqué leur permet de déceler la présence d'un corps humain tapi dans les moindres recoins d'un semi-remorque : détecteurs de dioxyde de carbone, détecteurs de battements cardiaques, systèmes d'imagerie à ondes millimétriques... Le réfugié de pays éventuellement bombardés par la France ou ses amis (Afghanistan, Irak, Palestine...) est ensuite remis à la PAF en vue de son expulsion.

ECS revendique 15 000 prises en six ans d'existence. Le sous-traitant se vante par ailleurs d'assurer *« la sécurité du public vis-à-vis des immigrants récalcitrants »* mais aussi d'*« apporter les gestes de première nécessité aux personnes déstabilisées par un périple souvent épuisant et traumatisant »*, précise-t-il avec émotion sur son site Internet[1]. Car les agents d'ECS sont des *« héros anonymes, sans qui, assurément, rien ne serait possible »*, comme le proclame leur patron, Patrick Guerbette, un ancien policier de Calais reconverti dans le mercenariat frontalier.

Le Plan B a postulé à l'emploi de héros, mais, en dépit d'un dossier béton, il s'est fait chiper le poste par Marianne[2]. Cette ancienne femme de ménage rompue aux *« boulots d'hommes »* dans l'agriculture nous console de notre échec en déroulant le b.a.-ba de son nouveau métier : *« C'est pas trop compliqué. Il faut regarder si les clandestins n'ont pas quelque chose de dangereux sur eux, fouiller les femmes et les adolescents, prendre leurs papiers, leurs portables, les mettre dans le sac plastique, écrire leur nom dessus et puis appeler la PAF. »*

Un métier d'avenir

Passée par la sécurité des bals de carnaval à Malo-les-Bains, sorte de bizutage pour tout apprenti vigile désireux de faire carrière, Marianne considère la *« détection de clandestins »* comme une cure de jouvence. Il est vrai que le secteur, en pleine croissance, accorde chaque année le privilège à des milliers de chômeurs menacés de radiation de toucher le Smic pour au moins quelques mois[3]. Mais se sentir une vocation facilite tout de même l'apprentissage. *« Quand on fait ce genre de boulot*, dit Marianne, *on assume jusqu'au bout. Moi, j'ai toujours voulu porter l'uniforme de la police. »* Payée 8,87 euros de l'heure, avec une majoration de 10 % la nuit et le dimanche, courant après la carotte d'un improbable CDI, Marianne ne porte qu'un uniforme de vigile. Elle paraît néanmoins satisfaite de ses débuts chez le *« leader de la sécurité portuaire »* dans le Nord-Pas-de-Calais.

Forte de son implantation à Calais, Boulogne et Dunkerque, ECS totalise un chiffre d'affaires de 5,5 millions d'euros pour 2009, huit fois plus qu'en 2005. Et les euros délicieux devraient encore ruisseler davantage, puisque Éric Besson et son homologue britannique, Phil Woolas, ont décidé en juillet 2009 à Évian d'*« augmenter de manière significative le nombre de retours forcés »*. Mais que l'on ne s'y trompe pas : ce Blackwater du pauvre n'entend pas rester insensible à *« certaines règles d'humanisme, comme le respect de la dignité humaine et le droit à la différence »*.

Intrigué par cette proclamation joffrinesque, *Le Plan B* appelle au siège d'ECS. *« Nous ne nous contentons pas de jeter les migrants par terre et de les livrer à la police. Nous avons une vraie philosophie, et ça, c'est original pour une société ! »* gazouille la responsable des ressources humaines. *« Nos agents sont tous diplômés aux premiers secours et, lorsqu'un clandestin est blessé, souffrant ou fatigué, nous lui offrons un café ou soignons sa blessure*, renchérit l'administratrice. *Nous avons une éthique et nous sommes des humanistes. D'ailleurs, je trouve que c'est malheureux ce qui leur arrive... »* *Le Plan B* avoue sa perplexité : pourchasser les réfugiés est-il le meilleur moyen de respecter leur *« droit à la différence »* ? La dame s'insurge : *« Si vous n'avez pas lu le livre de Patrick Guerbette, vous ne pouvez rien comprendre à l'humanisme et à l'éthique de l'entreprise. Tout est dedans ! »*

Tolkien monte la garde

Nul n'ignore en effet que le spécialiste en détection humaine est aussi un grand romancier. Son œuvre majeure, *Les dieux ne sont pas immortels*, a certes été refusée par tous les éditeurs, mais, passant outre à l'incompréhension du milieu littéraire, Patrick Guerbette a doté son groupe d'une filiale, Manannan Communications, pour mettre son ouvrage à disposition du public. La raison sociale de cette sous-boîte consiste exclusivement à promouvoir le chef-d'œuvre de son patron. Et, puisque littérature et gardiennage ne font qu'un, l'auteur a donné à son héros le même nom qu'à son entreprise : Eamus Cork. En 654 pages, l'écrivain-vigile nous conte les exploits de ce jeune migrant irlandais du XIXe siècle *« hanté par les révélations ayant entouré sa naissance mystérieuse sous un dolmen sacré »*. À la différence du jeune migrant pachtoun du XXIe siècle, Eamus va chercher auprès de Fiona, *« la jeune paysanne »*, de quoi réaliser *« les promesses d'une société à la recherche de renouveau et bien sûr d'Amour »*. Ce qui fait de lui *« un héros des temps modernes et plus encore [...] un interlocuteur privilégié des dieux issus de toutes les croyances de la terre »*.

Hélas, depuis le 1er janvier 2010, la filiale d'ECS qui diffuse l'œuvre guerbettienne sur Internet n'a pas écoulé un seul exemplaire. L'auteur paie pourtant de sa personne : une semaine avant Noël, il dédicaçait son livre au magasin Auchan de Boulogne. Le génie de Patrick Guerbette n'a pas non plus échappé au Parti de la presse et de l'argent (PPA). Fin 2009, *Les Échos* consacrent leur « tête d'affiche » à l'ancien policier qui *« sécurise les infrastructures portuaires »* tout en magnifiant la *« légende celtique irlandaise »* (2.11.09). La presse locale s'enflamme pour le fabuleux destin du fondateur d'ECS, *« un homme qui accède à ses rêves par ses projets »* (*Le Phare dunkerquois*, 2.12.09). De *La Gazette du Nord-Pas-de-Calais* à *L'Entreprise* en passant par *Dunkerque Expansion*, une floraison de publireportages couronne l'inspiration du poète. *« Il ne suffit pas de savoir créer, ce qu'il faut faire, c'est de la com*, nous expliquera-t-il. *Il faut susciter un intérêt médiatique en disant : "Je suis chef d'entreprise, j'ai 138 salariés et j'ai écrit un roman." Là, les médias mordent tout de suite. J'ai eu sept ou huit articles comme ça. »*

Les employés d'Eamus Cork Solutions sont moins dithyrambiques que les journalistes. Ont-ils seulement conscience d'être des *« héros anonymes »* ? *« Effectivement*, ricane R., 41 ans, agent de sécurité depuis 2005 et fraîchement licencié. *Bosser à foutre sa vie en l'air, passer plus de temps à arrêter des malheureux qu'à élever mes filles, le tout pour être payé au Smic, se faire racketter ses heures supplémentaires*



Photographies ©Julien Brygo



et se faire insulter par la famille du patron, oui, on peut appeler ça de l'héroïsme. » Quid des cafés, des bonbons et des médicaments supposément distribués à leur gibier ? « *Pfff. On n'a déjà rien pour nous, pas de point d'eau, rien… Comment voulez-vous qu'on leur donne quoi que ce soit puisqu'on n'a rien à leur donner ? Quand on découvre un clandestin dans le camion, on referme vite la porte et on appelle la PAF.* » Comme cinq agents avant lui depuis janvier 2009, R. a déposé plainte aux prud'hommes. Il accuse la direction de lui avoir escamoté plus de 10 000 euros d'heures supplémentaires au cours des remplacements qu'elle lui imposait au pied levé pendant ses jours de pause.

Vigiles déprimés

En octobre 2008, il a envoyé une lettre à la direction pour dénoncer le « *harcèlement* » de la part de son chef d'équipe, par ailleurs beau-frère du patron. Un an plus tard, il recevait sa lettre de licenciement. « *Comme la région est de plus en plus sinistrée, personne n'ose l'ouvrir. Il n'y a pas de lutte* », soupire un de ses collègues. Pourtant, en 2007, confrontés au non-respect « *des congés, des salaires et des 35 heures* » (*La Voix du Nord*, 22.11.07), les salariés ont menacé de faire grève pour convaincre la direction d'organiser des élections professionnelles. Mais, trois ans plus tard, à Dunkerque, malgré la présence de deux syndicats (CGT et CFTC), les agents rasent les murs et effectuent docilement leur corvée de gros bras. La seule lutte restera celle des migrants tentant d'échapper à leurs pisteurs.

En cette matinée de mars, G. lit au *Plan B* la note de service scotchée le matin même sur les parois du hangar à détection humaine. Elle est intitulée « Ratio des interpellations en février 2010 » : « *Le mois de février 2010 a été préjudiciable à ECS. […] Nous avons interpellé 82 clandestins alors que les Anglais en ont interpellé 87. […] Ces résultats sont inadmissibles. La société exige que vous contrôliez tous les camions. […] Le non-respect de ces consignes fera systématiquement l'objet d'une explication écrite et d'éventuelles sanctions pourront être appliquées. A contrario, une action particulièrement éclatante pourra se voir encouragée.* » « *C'est comme ça toute l'année*, lâche ce vigile de 38 ans. *On fait le pire métier qui existe. On est méprisés par tout le monde : la PAF, la Norfolkline, les habitants, la presse, la direction, les petits chefs…* » Traduction d'« *action particulièrement éclatante* » ? « *Ça signifie clairement que des têtes seront coupées si les contrôles ne sont pas plus assidus. On est de la viande, pour eux. Je vais vous dire, ces sociétés, elles ne servent que de tremplin publicitaire pour les bouquins du patron. En six ans de service ici, je ne l'ai vu que deux fois sur le site !* »

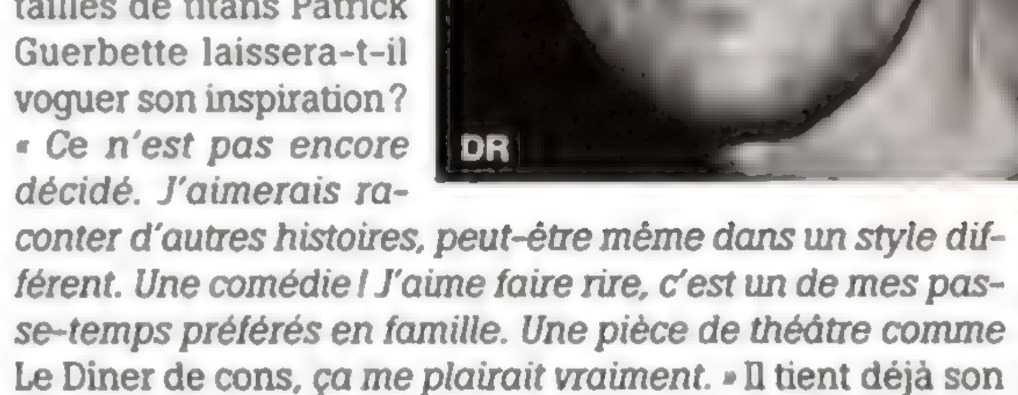
J., lui, carbure aux antidépresseurs. Dans la cuisine de sa petite maison, il refait le parcours qui l'a conduit à braconner le Pachtoun afghan et le Kurde irakien dans le port de Dunkerque : « *Je n'ai pas fait de longues études. Un des seuls secteurs où il y avait du travail, c'était la sécurité. J'ai travaillé comme convoyeur de fonds, vigile… Avant de travailler chez ECS, j'étais embauché dans l'ancienne entreprise de Guerbette, Pretori. Elle recrutait d'anciens prisonniers pour contrôler les aéroports et le trafic aéroportuaire. Mais elle a fait faillite, en 2004, pour des raisons que j'ignore. Comme j'étais un "bon élément", Guerbette m'a réembauché en CDI. Au bout de six ans, je suis toujours au Smic, mes heures sup' ne sont jamais payées et le meilleur mois que j'ai fait, de mémoire, c'est 1 150 euros pour 200 heures. Ça fait quatre mois que je suis en dépression.* » Aux prud'hommes de Dunkerque, il a obtenu fin mars le paiement de 10 000 euros d'impayés. Et se promet de changer de crémerie : « *Je prépare mon permis poids lourds pour ne plus être dans les gaz d'échappement sous le hangar, mais derrière le volant !* »

> **« Les Français, c'est ça : on veut pas bosser, on veut rien faire et donc on crée l'affrontement. »**

Regard azur, mâchoire carrée, biceps de maître nageur : Patrick Guerbette arbore un cousinage troublant avec Jean-Claude Van Damme, et pas seulement par son allure. Le patron d'ECS nous accueille dans le bâtiment qu'il partage avec SDV, une filiale du groupe Bolloré. Au milieu de son « open-space » truffé de colifichets celtiques, un présentoir ploie sous les invendus de la « *légende d'Eamus Cork* ». Si Guerbette a refusé de répondre aux questions du *Plan B*, il ne s'est pas fait prier en revanche pour recevoir son fan le plus dévoué : Jean V., missionné par la Sardonie pour soutirer une dédicace à l'artiste.

Tout patron qu'il est, Guerbette réagit à la flatterie comme un authentique écrivain : avec une gratitude enamourée. Il ne tarde donc pas à livrer ses états d'âme : « *Les problèmes sociaux, la gestion du personnel, les prud'hommes, tout ça… J'ai plus le temps de faire du sport ! Ma femme et moi, qui gérons les six sociétés, on est crevés, on bosse tout le temps. C'est ça le drame : on n'encourage pas les gens qui créent à aller de l'avant* », déplore-t-il, avant d'appeler à la construction de nouveaux centres de rétention, lesquels, rappelle-t-il, « *sont des centres de rassemblement et pas du tout des prisons* ». Quant au petit personnel, c'est vauriens et compagnie : « *Les salariés, maintenant, quand ils vont aux prud'hommes, ils gagnent neuf fois sur dix. Et puis on doit payer leurs frais d'avocat, la condamnation… C'est l'anarchie totale, c'est le bordel ! Les Français, c'est ça : on veut pas bosser, on veut rien faire et donc on crée l'affrontement.* »

« J'aime faire rire »


DR

L'impérissable roman de Patrick Guerbette *Les dieux ne sont pas immortels* s'achève sur une prouesse hugolienne : un poème en alexandrins de 166 vers. Quand on compte sur les doigts, c'est très joli. « *L'époque était propice aux armées de géants/Car on livrait au large des batailles de Titans/En ces temps les baleines se comptaient par milliers/Attirant à Hobart autant de baleiniers.* » Ou encore : « *La vision fut énorme pour un esprit enclin/À plier aux légendes des monstres sous-marins/Eamus Cork regarda le gisant animal/Et parut un instant comme partager son mal.* »

Au cours de l'entretien qu'il a accordé à sa groupie sardone, le patron poète d'Eamus Cork Solutions (ECS) a bien voulu lever un bout de voile sur ses secrets de fabrication. « *L'un de ces poèmes a été écrit dans un bus sur du papier à lettres en Australie. Quarante et une heures de bus d'affilée, et j'ai écrit pendant trente-neuf heures, sans arrêter, sans dormir, je déchirais les feuilles… Je lisais beaucoup de Victor Hugo à l'époque. Il est pas particulièrement bien structuré, mais il est joliment écrit en fait. Je me suis promis de le faire apparaître dans le roman. Il apparaît à la fin pour des raisons psychologiques et personnelles. Il donne au lecteur une interprétation pour comprendre si cette histoire est vraie ou pas.* »

Vers quelles futures batailles de titans Patrick Guerbette laissera-t-il voguer son inspiration ? « *Ce n'est pas encore décidé. J'aimerais raconter d'autres histoires, peut-être même dans un style différent. Une comédie ! J'aime faire rire, c'est un de mes passe-temps préférés en famille. Une pièce de théâtre comme* Le Dîner de cons, *ça me plairait vraiment.* » Il tient déjà son thème : « *Pourquoi pas un autre contrôle fiscal…* »

Le désarroi esthétique

La voix d'Ella Fitzgerald emplit le bureau d'une volupté propice aux confidences. Devant l'unique membre de son fan-club, l'écrivain dévoile ses projets. « *Là, par exemple, je souhaite adapter le livre au cinéma et en BD* », dit-il en bombant ses pectoraux. En attendant de recevoir un coup de téléphone de James Cameron, le Tolkien du port de Dunkerque prévoit d'organiser un « *concours d'illustration* » de ses personnages « *auprès des écoliers dans toute la France. Mais, pour que ça marche, il faut que je fasse travailler du monde et donc que je fasse passer sur ma société du personnel qui fait un petit peu autre chose… Et donc, si jamais l'Urssaf débarque, et qu'ils voient que les frais sont injustifiés… paf ! pénalité de 40 % !* »

L'idée que l'Urssaf sabote la « *quête d'absolu* » du père d'Eamus Cork, qui en est à son cinquième contrôle fiscal en six ans, met Jean V. au supplice. Mais son idole le rassure aussitôt. « *Maintenant que je connais Michel Delebarre* [maire PS de Dunkerque] *et Natacha Bouchart* [maire UMP de Calais], *je passe un petit coup de fil et y a plus la pénalité de 40 % ! J'exagère un petit peu, mais c'est comme ça que ça se passe. Avec Delebarre, par exemple, on s'est vus deux fois, je lui ai offert mon roman… C'est du copinage, mais en fonction de ce que ça peut lui rapporter. Lui comme les autres, d'ailleurs…* »

Entendre un romancier parler de son travail est toujours une expérience grisante. « *Je vis pour mes rêves, je suis comme ça*, explique Guerbette en polissant ses maxillaires. *Mon entreprise, c'est un support pour publier mon roman. Les cent premières pages, c'est pas les meilleures, mais, après, vous verrez, le vocabulaire est très riche, très poétique, très chantant. C'est bien pour la culture générale… Dans mon prochain livre, je fais une diatribe contre notre système politique et social, où tout est hypercontrôlé, où tout est tabou. L'argent est tabou, le moindre conflit est politisé, y a plus aucune liberté pour l'individu…* »

À contrecœur, le poète finit par donner congé à sa groupie. Depuis, *Le Plan B* a tenté de revendre sur Internet son exemplaire des *Dieux ne sont pas immortels*, illuminé d'une dédicace écrite en lettres d'écolier : « *Cher Jean, puisse ce roman vous donner la foi pour la littérature française et vous guider sur les chemins de l'Irlande sacrée. Agréable lecture, Patrick.* » Mais toujours pas d'acheteur à ce jour…

---

1 www.eamuscork.com

2 Les prénoms des salariés ont été modifiés à leur demande.

3 Au Pôle emploi de Gravelines, on recherchait en 2007 autant de vigiles que d'électriciens, de cuisiniers ou de mécaniciens (180). Le Syndicat national des entreprises de sécurité privée, qui regroupe 3 000 entreprises et 165 000 agents de sécurité privée, prévoit la création de 100 000 emplois d'ici à 2015.



Du ménage par temps de crise :

La presse va mal, les ménages vont bien. Pendant que leurs radeaux coulent, élites médiatiques et intellectuelles se métamorphosent en animateurs de supérettes. Tout est bon pour se mettre au sec : un colloque sur la digestion des cochons, une conférence pour un roi du BTP, une danse au club des supporters du patron des cheminots… *Le Plan B* a voulu tester leurs compétences.

Salive en solde à la Speakers Academy

Quel est le point commun entre BHL, Patrick Sébastien, Benoît Duquesne, Jack Lang, Gérard Depardieu et Jacques Attali ? Ils figurent tous au catalogue de la Speakers Academy, le *« leader du marché dans le domaine des conférenciers »*. Créée en 1997, cette société néerlandaise répond aux besoins des entreprises qui, à l'occasion d'un pince-fesses, veulent épater la galerie en s'offrant pour quelques heures la présence d'une tête connue. Ce n'est pas l'offre qui manque. Comédiens sur le retour, sportifs à la retraite, philosophes de décoration, politiques en disgrâce, journalistes ménagers : dans la vitrine du fournisseur s'entassent un bon millier d'articles prêts à la location. *« Speakers Academy gère les agendas, assure les réservations et s'occupe des aspects financiers de la prestation »*, indique le site Web de la maison.

À saisir : un directeur du *Figaro* pour moins de 5 000 euros

Bien entendu, le tarif du prestataire est proportionnel à sa notoriété. Pour louer un BHL, compter jusqu'à 50 000 euros en haute saison, TVA et chemise blanche incluses. Le comique Patrick Sébastien, la socialiste Ségolène Royal et le journaliste Nicolas Beytout, directeur des *Échos*, se situent dans la fourchette moyenne : de 7 500 à 12 500 euros. Les petites bourses devront choisir entre Dominique Moïsi et Thierry de Montbrial, disponibles pour 5 000 euros seulement. Experts l'un comme l'autre à l'Institut français des relations internationales (Ifri), les deux hommes se haïssent : moyen peut-être d'obtenir un rabais en les jouant l'un contre l'autre. Enfin, au rayon des prix cassés (moins de 5 000 euros), le chineur hésitera entre Pierre Rousselin, directeur adjoint de la rédaction du *Figaro*, Gérald Ariano, rédacteur en chef adjoint à TF1, et Patrick Jarreau, ex-chef du service politique du *Monde*, recyclé sur i>télé.

En client avisé, *Le Plan B* a détecté un *outsider*: Romain Bertrand, jeune et brillant politologue classé dans les petits prix. Mais sa cote ne devrait pas tarder à grimper. Ce chargé de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri) constitue un cas d'école. Comme nombre d'universitaires, il utilise ce qui ne lui appartient pas – les connaissances, un bien collectif dont il n'est qu'un dépositaire chanceux. Mais Romain Bertrand présente une particularité qui le distingue de ses semblables : il collabore régulièrement à *Savoir/Agir*, une revue de chercheurs en sciences sociales proche de la gauche de gauche. Dans sa charte, l'association éditrice revendique le refus des *« pouvoirs et privilèges mondains »* ainsi que l'affirmation d'un *« universalisme éthique et scientifique »* fondé sur l'autonomie. Pas vraiment le programme de la Speakers Academy…

La force d'intervention sardone (FIS) entre alors en piste. Le 14 avril, elle adresse un courriel à l'intéressé :

« Bonjour, monsieur Bertrand, je suis consultante et travaille pour un groupe du BTP qui souhaite s'implanter dans le Sud-Est asiatique [Romain Bertrand est spécialiste de l'Asie du Sud-Est, NDLR]. *Pour le moment, notre groupe effectue des analyses de marché pour tester l'hypothèse de son implantation. Il m'a semblé intéressant de vous contacter pour savoir si vos connaissances pourraient faire l'objet d'un exposé de votre part au cours d'une session de construction de projet. Auriez-vous l'amabilité de me faire savoir si vous êtes disposé à envisager une intervention selon des modalités qui restent à établir ? Cordialement, Claudine Sardon. »*

La réponse nous parvient le lendemain. Elle est signée Vivian van Esch, la responsable « France » de la Speakers Academy.

« Chère Madame Sardon,
Suite à votre message, monsieur Bertrand a indiqué qu'il serait ravi de faire une intervention au sein de votre société. Veuillez-nous adresser vos coordonnées afin que je puisse obtenir plus d'informations sur votre projet. Cordialement,
Vivian van Esch. »

Vivian veut s'assurer qu'elle n'a pas affaire à des farceurs. Son commerce exige une certaine discrétion : les intellectuels à louer redoutent que le public, dont ils ont besoin pour écouler leur production et justifier leurs tarifs auprès des entreprises, ne découvre qu'ils se vendent au plus offrant. *Le Plan B* va donc devoir ruser.

« Chère Mademoiselle van Esch,
Je vous remercie pour la promptitude de votre réponse. Le projet de conférence pour lequel j'ai pris contact avec vous s'inscrit dans un cadre professionnel fort confidentiel. Le profil de M. Bertrand nous intéresse car ses références prouvent qu'il possède une réelle connaissance de l'Asie du Sud-Est. Je souhaiterais cependant que vous dissipiez une inquiétude : j'ai remarqué que M. Bertrand collaborait à la revue Savoir/Agir. *Or la consultation des thématiques et des articles de cette revue dénote une virulente tonalité anti-marché. Sachant que nous souhaitons faire appel aux services de M. Bertrand dans le cadre de la construction d'un projet d'implantation à finalité commerciale, il me semble important que vous me garantissiez que ses propos et orientations seront exempts d'idéologie. J'espère que vous comprendrez les précautions que je prends. Dans l'attente de votre réponse, cordialement, Claudine Sardon. »*

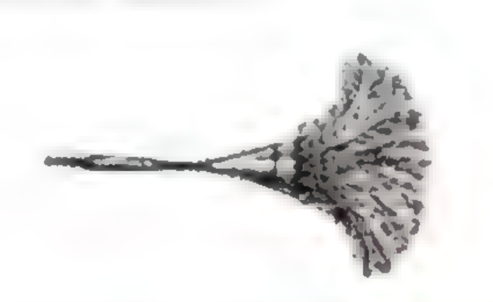
Méfiance de Vivian, qui nous renvoie cette réponse laconique : *« Madame, serait-il possible de nous communiquer vos coordonnées téléphoniques afin de s'entretenir sur votre projet ? Cordialement. »*

Mais il en faut plus pour faire lâcher prise à notre Claudine : *« Mademoiselle, il me semble important de clarifier mon propos en vous précisant que la garantie d'absence d'idéologie de la part de M. Bertrand dans ses interventions (orales et écrites) est un préalable indispensable à toute poursuite d'échange.* […]. *Cordialement. »*

La pauvre Vivian est en proie à un dilemme : elle ne peut en dire trop mais ne veut pas non plus gâcher une affaire potentiellement lucrative. Les fautes qui émaillent sa réponse du 16 avril témoignent de son état de stress.

« Chère madame Sardon, suite à votre message, je vous informe que la Speakers Academy se fonde sur l'idéal ; améliorer la communication entre les hommes, les entreprises et les gouvernements. Speakers Academy adopte une position impartiale en matière de politique, d'origine éthique [sic], de provenance, d'orientation sexuelle, de statut social et de religion. […] *Les interventions de Monsieur Bertrand sont neutres et garantissent une absence de l'idéologie. En espérant que nous puissions poursuivre une collaboration. Cordialement. »*

Le Plan B est rassuré…





Au Field des ménages

Le présentateur d'« Au Field de la nuit », l'émission « culturelle » de TF1, connaît manifestement des fins de mois difficiles. Dès qu'il quitte le bureau, il enfourche son scooter pour quémander un petit travail d'animation à tous les employeurs qu'il trouve sur son chemin. Ces derniers se montrent parfois miséricordieux. En octobre 2007, Michel Field anime à Paris le 62ᵉ congrès de la Fédération nationale des transports routiers. En juin 2008, il se précipite à la Chambre de commerce et d'industrie de Lille pour égayer *« Les quartiers de l'immobilier, le 1er salon du neuf de la région lilloise »*. Trois semaines plus tard, on le retrouve à un colloque du groupe d'assurances Agrica sur « Le développement durable en entreprise : un projet d'avenir ? ».

En octobre 2008, c'est au tour de l'Ordre des experts-comptables de lui faire l'aumône d'un poste de chauffeur de salle aux côtés d'Isabelle Gounin, journaliste à LCI. Rebelote en juin 2009, cette fois au congrès du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD), à Calais, où l'ancien faire-valoir de Christophe Dechavanne pimente une table ronde sur « Nos entreprises face aux mutations de demain ». Deux semaines plus tard, toujours grimaçant le sourire jovial qui lui sert de nez rouge, Field rejoint Luc Ferry à Montpellier pour divertir le 39ᵉ congrès de la Fédération des promoteurs et constructeurs de France. *Le Plan B* s'inquiète : le groupe Bouygues verse-t-il seulement un salaire à son malheureux *« journaliste culturel »* ?

intellectuels à vendre

Lobbying barbichu à la SNCF

Pour se faire des amis et plaider sa cause auprès des oreilles importantes, la direction de la SNCF a mis en place un club de lobbying. Baptisée « Un train d'avance », cette officine organise régulièrement de somptueux dîners dans les salons du Pershing Hall, un palace situé dans le VIIIe arrondissement de Paris, *« au cœur du triangle d'or, haut lieu des affaires et de la finance internationale et à quelques pas des boutiques de prestige »*, précise la brochure de l'établissement. À l'invitation personnelle du patron des cheminots, Guillaume Pépy, députés, sénateurs, économistes, dirigeants d'entreprise et universitaires en quête d'un repas chaud gratuit viennent s'empiffrer dans une *« atmosphère de discrétion, de luxe et d'élégance »* où, souligne encore la brochure, *« l'intime côtoie l'audacieux »*. Entre deux fourchetées de taglierinni fraîches au foie gras, ils y débattent aussi des grands problèmes de leur temps – un exercice qui requiert nécessairement l'assistance d'un ou de plusieurs journalistes.

Pour une meilleure digestion, choisissez Joffrin & Tesson

Le 27 avril, la causerie digestive avait pour thème : « Média, opinion publique et entreprises : le grand malentendu ? ». Afin d'aider les convives à fluidifier leurs échanges intellectuels au moment du pousse-café, les organisateurs s'en étaient remis cette fois – c'était écrit sur le carton d'invitation – à *« deux grands journalistes spécialistes de l'opinion »*. Leurs noms ? Philippe Tesson et… Laurent Joffrin.

Le Plan B a d'abord cru à une plaisanterie. Affubler le chroniqueur théâtre du *Figaro magazine* et le directeur de *Libération* du qualificatif de *« grands journalistes »*, le quiproquo augurait mal du *« train d'avance »* des managers de la SNCF. Pour en avoir le cœur net, nous avons voulu assister à la reformation des duettistes dont les numéros de claquettes firent les beaux jours de « Feux croisés » sur France Inter. Hélas, pour pénétrer dans les salons de l'hôtel – où, dixit la brochure, *« l'ambiance calme et réservée du matin »* devient *« glamour et branchée en soirée »* –, il fallait montrer patte blanche ou barbiche mitée. *Le Plan B* n'avait ni l'une ni l'autre. Tout juste a-t-il pu entrevoir l'attroupement des nœuds papillon manifestement impatients de passer à table. Parmi eux, le sénateur UMP Gérard Longuet, le député PS Jean-Marie Le Guen, le sociologue de boudoir Gérard Mermet, le sondeur Brice Teinturier et une nuée de directeurs de la communication, dont ceux de LVMH et de Total. On notait aussi la présence du journaliste Claude Sérillon, candidat malheureux à la présidence de la chaîne Public Sénat, repêché ce soir-là en qualité d'« animateur » – pour galvaniser, présume-t-on, les joutes du barbichu et de l'octogénaire.

Ce n'était donc pas un canular. La prestation de Joffrin & Tesson était-elle rémunérée et, si oui, à quelle hauteur ? Les *« grands journalistes »* le sont-ils par l'extravagance de leurs tarifs ou la noblesse de leur bénévolat ? Pendant trois jours, *Le Plan B* a assiégé le standard de *Libération* pour poser la question à son directeur. En vain. Malgré les promesses de sa secrétaire – *« il vous rappellera »* –, le chauffeur de salle du Pershing Hall nous oppose un silence vexé.

Intrigué par le mutisme de Joffrin, *Le Plan B* entreprend de nouer contact avec ses commanditaires. Mais le club Un train d'avance est inconnu au bataillon : aucune trace dans l'annuaire, pas même une occurrence sur Internet. L'amicale pépyste prospère dans la clandestinité.

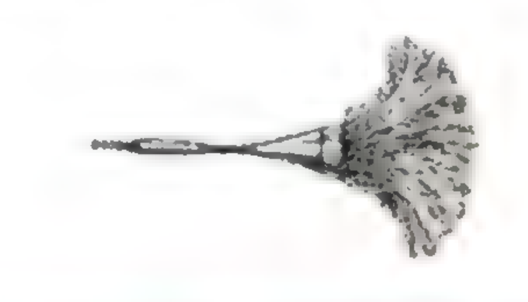
On se reporte alors sur son partenaire, l'agence de lobbying Boury & associés. C'est à elle qu'Un train d'avance sous-traite l'administration de ses débats gastronomiques. Filiale d'Altedia, groupe de *« conseil en management »* détenu lui-même par le géant de l'intérim Adecco, cette société dispose, elle, d'une page Internet. Sa profession de foi est succincte mais rafraîchissante : *« La plupart des lobbyistes français exercent leur activité à Bruxelles. Tel n'est pas le cas du cabinet Boury & associés, qui s'est spécialisé dans le lobbying auprès des institutions nationales : le gouvernement, l'Assemblée nationale et le Sénat. Le lobbying consiste à faire valoir auprès des pouvoirs publics des intérêts particuliers. »*

Ni une ni deux, notre force d'intervention sardone (FIS) décroche le téléphone. Tout comme la présidence de la SNCF, *Le Plan B* a des intérêts privés à faire valoir : ceux de la Fédération des clubs taurins du pays d'Arles (FCTPA), une structure innovante qui souhaiterait louer les services de Laurent Joffrin pour fêter son inauguration parmi les moustiques de Camargue, réputés friands de pilosités parisiennes. Il s'agirait aussi de promouvoir notre jeune institution auprès des pouvoirs publics. Mais notre interlocutrice se montre méfiante.

« Comment avez-vous eu notre contact ?
– Euh… vous savez, on connaît du monde. Un de nos amis nous a parlé de vous.
– Et pourquoi Laurent Joffrin ?
– Parce que son journal fait beaucoup pour la défense de la culture taurine. Et puis, il paraît que c'est un très bon animateur. D'ailleurs, vous avez fait appel à lui pour un dîner au Pershing Hall. C'est une référence !
– Qui vous a parlé de ça ?
– L'ami dont je vous parlais faisait partie des invités…
– Vous ne voulez pas me dire son nom ?
– C'est-à-dire qu'il apprécie la discrétion… J'ai cru comprendre que vous aussi.
– Oui, mais Laurent Joffrin n'est pas venu au Pershing Hall en tant qu'animateur : il était invité…
– Vous voulez dire qu'il fait ça gratuitement ?
– Je ne peux rien vous dire à ce stade. De toute façon, ma collègue vous rappellera. »

Sa collègue ne nous a pas rappelés… *Le Plan B* s'en tiendra donc à cette hypothèse : c'est certainement à titre gracieux que Tesson et Joffrin ont apporté leur concours à l'opération de lobbying du patron de la SNCF. Une semaine après la fin d'une grève des cheminots très éprouvante pour la direction, c'était bien le moins de témoigner sa solidarité au président. Un bon repas en bonne compagnie, n'est-ce pas déjà une récompense royale ?

Les deux compères envisageraient d'ailleurs de créer leur propre club : celui des « Grands journalistes spécialistes des ménages gratuits ». Boury & associés – dont le directeur général associé, Pascal Tallon, est l'un des artisans de Désirs d'avenir, le club de Ségolène Royal – pourrait les aider dans cette tâche. Comme l'explique l'agence sur son site Web : *« Afin d'entretenir des relations régulières avec des responsables politiques, le cabinet Boury & associés se repose sur le système des clubs. Ce système consiste à créer puis à administrer à long terme des clubs de réflexion associant des parlementaires, des dirigeants d'entreprise, des responsables associatifs, des experts et des intellectuels. »* À cette définition du PPA ne manquent que les journalistes. Un oubli cruel : à croire qu'ils sont tout juste bons à faire la claque dans les dîners en ville…



Paoli à péage

Depuis qu'il a abandonné la tranche matinale de France Inter, Stéphane Paoli prend le temps de *Penser la vitesse*, comme l'indique le titre du film qu'il a consacré à l'essayiste bobo Paul Virilio (Arte, 20.1.09). Le sujet le passionne depuis toujours. Le 21 juin 2006, il orchestrait un colloque de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (Asfa), l'organisation patronale qui chapeaute les exploitants de péages. Encore traumatisé par le référendum de 2005, Paoli a profité de la table ronde sur « Les autoroutes intelligentes au service de la sécurité et du confort » pour plaider la cause oui-ouiste. Témoin, cette question posée au PDG d'Autoroutes du sud de la France (ASF), Jacques Tavernier : *« Sur la question de l'intégration européenne, ASF, qui regarde vers l'Espagne, présente une singularité intéressante… »* Comme dit le slogan apposé au bas de l'affiche du colloque paolien : *« On n'a jamais fini de vous rendre service. »*




COLLOQUE
ÉLEVEURS D'AVENIR

Digestibilité des fibres du maïs
la clé d'amélioration des rations pour l'avenir

Dessiner ce que sera l'élevage demain et sur quels outils s'appuieront les sélectionneurs pour créer des variétés de maïs encore mieux adaptées aux besoins des éleveurs, tel était l'objectif du colloque LG Nutrition Animale « Eleveurs d'Avenir ». Retour sur les moments forts de cette rencontre organisée par Semences LG, le 23 septembre dernier à Paris.

Les éleveurs dans quinze ans ?

Sylvestre picore

Le 23 septembre 2008, le journaliste économique Jean-Marc Sylvestre, directeur adjoint de l'information de TF1 et de LCI, anime un colloque sur la nutrition animale organisé par LG Semences, filiale du groupe agro-industriel Limagrain. Le thème à l'ordre du jour a enflammé son inspiration : « Digestibilité des fibres du maïs, la clé d'amélioration des rations pour l'avenir ».



« Questions d'argent » dans les hospices

Trois fois par semaine, sur France Info, le journaliste Patrick Lelong répond aux *« questions d'argent »* qui préoccupent les rentiers (*« placements, actions, obligations, marché immobilier… les conseils de l'expert »*). Durant son temps libre, il paie de sa personne pour approfondir ses connaissances. Le 12 juin 2009, par exemple, il animait un « Zoom sur le plan Alzheimer 2008-2012 » au 9e Congrès national des maisons de retraite privées.



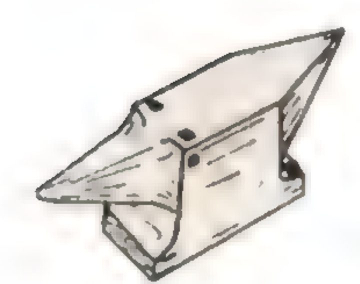
EN HAUSSE :

Le comité de citoyens de Montréal qui, en 1971, indiquait dans un tract : « *Les grands boss de l'économie nord-américaine s'emparent de plus en plus de moyens d'information pour protéger et accroître leur empire au détriment des revendications et aspirations syndicales et populaires* […]. *Quoi qu'il en coûte à court terme, il ne faut pas parler aux journalistes des* Nouvelles de l'Est, *propriété des entreprises Gelco et Power Corporation* [les entreprises de Paul Desmarais, qui fêtait la victoire de Sarkozy au Fouquet's]. »

Nicolas Sarkozy. Le 6 mars, lors de sa visite furtive au Salon de l'agriculture, notre petit président adoré (PPA) a répliqué à un paysan qui lui montrait *Libération* : « *Vous n'avez pas besoin de papier d'emballage. Vous devriez moins lire ça. Croyez-moi, vous avez plus de clients qu'ils n'ont de lecteurs* » (cité par *Le Canard enchaîné*, 10.3.10).

Jean-Christophe Le Duigou. Pour entamer la « négociation » sur les retraites avec le pouvoir dans une ambiance chaleureuse et amicale, le représentant de la CGT a été promu au grade de chevalier de la Légion d'honneur par décret du président de la République en date du 2 avril (*Journal officiel*, 4.4.10).

Jean Daniel. Le fondateur du *Nouvel Observateur* a-t-il lui-même écrit ce courrier publié par son hebdomadaire (24.3.10) sous le titre « Merci à vos collaborateurs que je lis passionnément » : « *Cher Jean Daniel, je voulais simplement vous confirmer combien* Le Nouvel Obs *est important pour moi* […]. *L'analyse dans vos articles permet une distance suffisante pour m'instruire "intelligemment". Donc un grand merci et j'espère que votre hebdomadaire pourra poursuivre sa présence dans mon humble existence et m'aider à y voir un peu plus clair dans ma vie et dans mes choix.* » Les Fatals Flatteurs démentent toute implication.



EN BAISSE :

Denis Jeambar et Jacques Séguéla. Dans son « bilan presse » 2009, *Stratégies* (25.3.10) signale : « *La plus grosse baisse est celle de* VSD *(21,4 %, à 151 893 ex.), malgré une nouvelle formule conçue par l'ancien directeur de la rédaction de* L'Express, *Denis Jeambar, et le publicitaire Jacques Séguéla.* » Une formule tellement indigente que les salariés de l'hebdomadaire s'y sont opposés par la grève !

Marine Le Pen. À la question de *TV Magazine* (26.3.10) « *Qui sont pour vous les meilleurs intervieweurs politiques ?* », Marine Le Pen répond : « *J'aime bien aussi Michel Field, que je trouve souriant. Beaucoup de journalistes n'osent pas sourire par crainte d'être accusés de collusion.* » Un pas de plus dans la carrière de l'ex-dirigeant des Jeunesses communistes révolutionnaires, devenu sarkozyste et groupie de Lagardère ?

Frédéric Mitterrand. Inaugurant la 13e édition de la Semaine publicité communication médias, le ministre de la Culture s'est exclamé : « *J'ai toujours aimé la publicité. J'ai toujours pensé que la publicité était généralement intéressante* […]. *Je suis contre toute forme de stigmatisation de la publicité et je souhaite que l'on sorte enfin des débats stériles entre publiphobes et publivores* […]. *Il faut libérer les formes créatrices de la publicité, et ce d'autant plus qu'elle saura être largement responsable.* » Et reconnaissante…

Jean-Luc Mélenchon n'a pas su confirmer un bon départ. Après avoir brillamment expliqué à une larve de Sciences Po qui l'interviewait pourquoi le journalisme n'était qu'une « *sale corporation voyeuriste et vendeuse de papier* » et un « *métier pourri* » (19.3.10), le député européen, invité au « Grand journal » de Canal Plus (1.4.10), a célébré par contraste le professionnalisme de ses intervieweurs, Jean-Michel Aphatie et Michel Denisot. Lesquels avaient en effet reçu Arnaud Lagardère (17.12.09), copropriétaire de la chaîne, comme le paillasson reçoit la semelle.

Anne Sinclair. Qui d'autre qu'elle a bien pu souffler au *Canard enchaîné* (31.3.10) ce jeu de mots vaseux à la gloire de son mari : « *Après l'aide du FMI, les Grecs reprennent espoir : Yes, we… Strauss-Kahn !* » Sans doute pas les fonctionnaires grecs, qui perdront un mois de salaire par an pendant que DSK continuera à toucher, lui, 496 000 dollars par an.

AU FOND DU TROU :

Claude Askolovitch. *Le Figaro* (2.4.10) signale la parution prochaine d'un ouvrage critiquant Dominique Strauss-Kahn. Puis précise : « *Pour organiser un contre-feu, son entourage a imaginé de confier à Claude Askolovitch, rédacteur en chef au* Journal du dimanche, *la rédaction d'un autre essai plus favorable à Strauss-Kahn, qui devrait paraître début 2011 aux éditions Grasset.* » Les plumes mercenaires sont-elles à ce point désœuvrées ?

Jacques Marseille. Enfin.



Journalistes psychologues pour marchés angoissés

Les marchés ont ruiné la Grèce ? Il faut donc châtier les Grecs et « rassurer les marchés », conclut la presse.

« Les marchés d'actions au supplice grec »
Le Monde, 25-26 avril 2010, Claire Gatinois

Les images ont fait le tour de la planète (1). Et n'ont pas échappé aux traders derrière leurs écrans Bloomberg. Le nuage noir né de l'irruption [sic], mercredi 14 avril, du volcan islandais Eyjafjöll et son panache de cendres ont envahi le ciel de l'Europe, paralysant peu à peu et pendant plusieurs jours l'espace aérien du Vieux Continent, tout en grippant encore davantage sa fragile économie.

Les marchés ont pris la chose au sérieux (2). Méthodiquement, les investisseurs ont sanctionné les valeurs susceptibles d'essuyer des pertes les plus colossales. Les actions du secteur du tourisme et du transport aérien ont été en première ligne. […]

Et pourtant… Au terme de la semaine écoulée entre le lundi 19 et le vendredi 23 avril, ce nuage volcanique a presque pris des allures de non-événement pour les investisseurs en Europe (3). Ce « *bémol* » infligé à la croissance du Vieux Continent, pour reprendre le terme du ministre des finances allemand Rainer Brüderle, ne fut rien à côté des turbulences provoquées à nouveau par la Grèce et ses déficits publics (4).

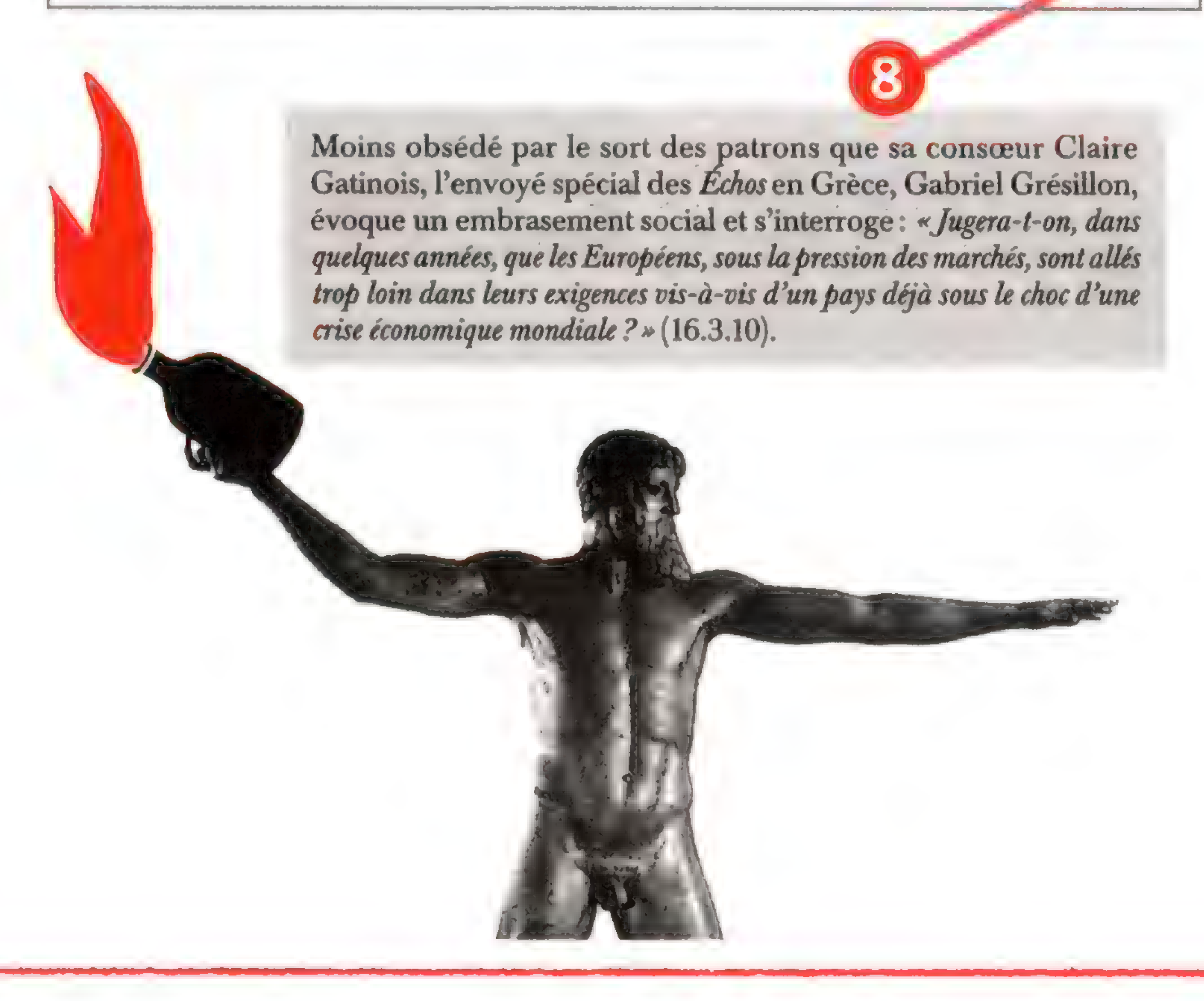
Cette fois-ci, les mauvaises nouvelles n'étaient ni des rumeurs ni le fruit de spéculateurs, mais des données officielles venues d'Eurostat. Jeudi 22 avril, l'office de statistiques européen a revu à la hausse le déficit public de la Grèce pour 2009, à 13,6 % du produit intérieur brut (PIB), contre 12,7 % annoncés jusqu'ici. Ajoutant encore au désarroi des investisseurs, quelques heures plus tard, l'agence de notation Moody's annonçait avoir abaissé la note souveraine de ce pays tout en avertissant qu'« *elle pourrait recommencer* » (5).

Les marchés, en Europe, ont à nouveau pris la chose au sérieux. Cette fois-ci, ce sont les banques qui ont été les plus affectées (6). […] L'annonce de la mise en œuvre d'un plan de sauvetage changera-t-elle la donne ? Pas sûr (7).

Même s'il est peu probable que la Grèce fasse défaut, le nécessaire plan de sauvetage mettra à mal les finances des États européens, bridant la reprise. En outre, les marchés redoutent un effet de contagion à l'Espagne ou au Portugal. L'Europe semble donc péniblement embourbée dans la crise. Et les quelques bonnes nouvelles venues des résultats d'entreprise sont donc passées au second plan (8).

8

Moins obsédé par le sort des patrons que sa consœur Claire Gatinois, l'envoyé spécial des *Échos* en Grèce, Gabriel Grésillon, évoque un embrasement social et s'interroge : « *Jugera-t-on, dans quelques années, que les Européens, sous la pression des marchés, sont allés trop loin dans leurs exigences vis-à-vis d'un pays déjà sous le choc d'une crise économique mondiale ?* » (16.3.10).



Stop. Retour arrière : *« Les marchés d'actions au supplice grec »* ? Ne s'agirait-il pas exactement du contraire : *« Les Grecs au supplice des marchés d'actions »* ? Au commencement, il y a les riches et les banquiers. En 2009, les pays s'endettent pour les sauver d'une indigestion d'euros et de dollars. Un an plus tard, l'appétit leur revient et ils parient que la Grèce ne parviendra pas à rembourser ses engagements. Ce faisant, ils font monter les taux d'intérêt, c'est-à-dire le loyer de l'argent. Leur argent. Admirons le raffinement du supplice : non seulement le gouvernement grec est obligé d'emprunter à des taux usuriers à ceux-là mêmes qui tablent sur sa ruine, mais il subit de fortes pressions pour tailler dans les dépenses publiques et sociales afin de *« rassurer les marchés »*.

1

La sollicitude de la presse à l'égard des marchés se double d'une relative discrétion sur ce que sont réellement « les marchés » : un système de règles permettant d'enrichir les riches en faisant courir comme des hamsters sur la grande roue du capital une dizaine de milliers d'investisseurs dégénérés, de courtiers cocaïnés et de banquiers en extase devant Dominique Strauss-Kahn. Des petits hamsters anxieux auxquels les journalistes gratouillent tendrement le menton. D'où ces titres pleins de tendresse : « L'angoisse gagne les marchés boursiers » (*Le Monde*, 6.2.10) ; « Le pari de l'Europe pour rassurer les marchés » (*Le Monde*, 12.2.10), etc. *« Les États sont soucieux de ne pas inquiéter les marchés, explique Le Monde. En témoigne, en France, la réforme des retraites, qui est aussi, pour l'Élysée, un signal de "bonne gestion" envoyé aux investisseurs internationaux »* (17.2.10). Pour rassurer les salariés hachés menu par la dépression sociale, mais très inquiets de la bonne santé des investisseurs, *Le Monde* (6.3.10) titre : « Le plan d'austérité de la Grèce a séduit les marchés et convaincu Jean-Claude Trichet ». Pas pour longtemps…

2

Sur le site du Monde.fr (15.4.10), Jérôme Creel, économiste coté dans la catégorie *« moins de 5 000 euros »* dans le catalogue des intellectuels en location chez Speakers Academy (lire p. 14), explique aux internautes : *« Il a semblé que les marchés financiers souhaitaient être rassurés sur l'état des finances publiques grecques et qu'ils verraient d'un bon œil une résorption des déficits publics. C'est une des raisons pour lesquelles les partenaires européens de la Grèce et le gouvernement grec ont décidé de mener une cure d'austérité. Malheureusement, cette politique n'a pas semblé rassurer les marchés. »* En somme, les marchés suggèrent aux États d'adopter une politique de droite, saluent sa mise en œuvre, puis réclament son durcissement. *« Si les pays périphériques* [Grèce, Espagne, Italie, Portugal, Irlande] *optaient pour une approche keynésienne, ils seraient massacrés par les marchés »*, a prévenu un économiste de la Deutsche Bank (*Financial Times*, 10.2.10).

3

Conformément à la loi de Sylvestre (Jean-Marc) selon laquelle tout événement quel qu'il soit doit profiter au marché, le gouvernement suédois a décidé de *« mettre fin immédiatement au monopole de la compagnie publique de chemins de fer SJ afin d'augmenter le nombre de trains en circulation après la paralysie du trafic aérien entraînée par le nuage de cendres volcaniques venu d'Islande »* (AFP, 22.4.10).

4

5

Les agences de notation détiennent-elles le pouvoir qu'on leur prête ou les gouvernements devancent-ils leurs préférences ? Un *« proche de Sarkozy »* a confié au *Monde* : *« La France perdrait toute influence si elle perd sa note AAA. La défaite du conseiller Henri Guaino est due à l'obligation de conserver cette note. C'est pour cela que la réforme des retraites sera de grande ampleur. »* L'information était citée dans un article significativement titré « L'Élysée s'abstient de critiquer Angela Merkel pour ne pas apparaître laxiste auprès des marchés » (20.3.10). Peu avant, l'hebdomadaire *The Economist* vendait la mèche : *« Les gouvernements peuvent utiliser une pression financière extérieure pour faire passer des réformes qui sinon auraient été inacceptables »* (6.3.10).



DSK : à la santé de Jaurès !

6

Les Grecs aussi prennent le problème au sérieux. En manifestant. Pour le moment, *Le Monde* se réjouit : *« Moins de 10 000 manifestants ont défilé à Athènes contre le plan d'austérité du gouvernement. Face à l'ampleur de la crise, l'heure est plutôt au réalisme »* (12.2.10). Que le *« réalisme »* consiste pour une collectivité souveraine à se faire ratatiner pour complaire aux détenteurs de capitaux paraît conforme à la situation à venir du *Monde* : endetté de plus de 100 millions d'euros, ce quotidien va passer sous la coupe d'un *« investisseur »* qui a exigé l'abolition du droit de veto des journalistes sur les décisions principales de l'entreprise.

7

C'est pourquoi *Le Monde* en appelle au Fonds monétaire international et à son directeur *« socialiste »*, Dominique Strauss-Kahn. *« Le FMI est le mieux armé*, juge-t-il. *Dominique Strauss-Kahn pense que le FMI a seul l'expertise macroéconomique pour tirer d'affaire la Grèce. Sa réputation de sévérité parfois excessive aidera Athènes à faire admettre des sacrifices à sa population, tandis que Bruxelles risque de céder à la rue »* (11.2.10). Payé 496 000 dollars par an, DSK est bien placé pour mettre les Grecs à la diète. Son vieil ami Alain Minc décrit en lui *« un type en surcharge pondérale qui commande des ris de veau pour dîner »* (*Le Nouvel Observateur*, 15.1.10) Les Sardons grecs, qui préfèrent les souvlakis, ont manifesté le 23 avril en masse au cri de *« FMI go home »*.

CONNIVENCES et COMPLAISANCES



♥♥♥♥♥♥♥♥♥ **La rubrique de l'amour** ♥♥♥♥♥♥♥♥♥

♥ **9 février.** L'économiste Daniel Cohen est invité pour la septième fois par Nicolas Demorand à l'émission matinale de France Inter. Comme à son habitude, Demorand n'indique pas que son invité, venu parler des soubresauts bancaires et boursiers, est consultant de la banque Lazard.

♥ **11 février.** *Libération* promeut les *« concepts »* de l'ouvrage *De la guerre en philosophie* de BHL, actionnaire de *Libération* et membre de son conseil de surveillance. Deux jours plus tard, le quotidien de Joffrin et Rothschild offre à BHL deux pleines pages d'entretien intitulées : « La philosophie est une arme contre les salauds ».

♥ **14 février.** Le patron du *Nouvel Observateur*, Denis Olivennes, recommande sur France Culture le livre sur les travailleurs pauvres écrit par Florence Aubenas, journaliste au *Nouvel Observateur* : *« Un portrait d'une France que nous ne connaissons pas et qui ne nous connaît pas non plus. »*

♥ **20 février.** Interrogé par *Le Figaro magazine* sur ses auteurs préférés, Franz-Olivier Giesbert, PDG du *Point*, cite *« Blondin, Déon, d'Ormesson »* à droite. Et *« Aragon, Gorki, Onfray »* à gauche. Michel Onfray est régulièrement invité par Giesbert sur France 2 (9 avril, *« notre grand philosophe national* [...]. *C'est le livre le plus puissant, le plus fort que j'aie lu depuis très très longtemps*). Onfray orne la couverture du *Point* (15 avril, « Le livre événement »), et il sera bientôt le sujet d'un documentaire réalisé par… Giesbert.

♥ **4 mars.** Dans son émission de papotages « Comme on nous parle », sur France Inter, Pascale Clark reçoit Philippe Gildas, un de ses anciens collègues de Canal Plus. Comme Pierre Lescure, ancien patron de Canal Plus, invité, le 19.2.10, Frédéric Beigbeder (1.2.10), Marie Drucker (25.1.10), Michel Royer (Canal Plus, 4.1.10), Hervé Chabalier (30.12.09), Anne-Sophie Lapix (14.12.09), Pierre Lescure (2.12.09), Michel Denisot (4.11.09), Paul Moreira (26.10.09), Patrick Menais (28.9.09), Frédéric Beigbeder (23.9.09)… Toute coïncidence est bien entendu fortuite…

♥ **11 mars.** Dans *Le Point*, ce passage sur Martine Aubry : *« Elle multiplie les initiatives artistiques à Lille. Ainsi, François Pinault* [actionnaire du *Point*] *a accepté d'organiser pendant trois mois à Lille l'exposition d'une partie des œuvres de sa fondation du palazzo Grazzi. Hommage de Pinault : "Martine Aubry est une des rares personnalités politiques à s'intéresser autant à l'art et à la culture. Elle est passionnée par la création artistique." »*

♥ **3 avril.** À la fin de leur émission « Julliard/Ferry », les deux intervenants recommandent deux ouvrages. Stupeur ! Ferry conseille le dernier opus de son coauteur André Comte-Sponville, *« c'est vraiment admirable, c'est à lire »*, cependant que Julliard préconise *Madame de Staël* de Michel Winock, son coauteur à lui, *« qui est en train de devenir un grand biographe ». « Formidable aussi ! Très grand livre ! »* s'exclame Ferry, magnanime.

♥ **8 avril.** Dans la rubrique « Télévision. Temps forts » de *TéléObs*, Jean-Claude Guillebaud, journaliste au *Nouvel Observateur*, promeut un portrait du fondateur, Jean Daniel, diffusé par France 5 : *« Certes, tout Jean Daniel n'est pas dans ces courtes minutes. Mais il est assez pour qu'on reconnaisse ce qui, au-delà de l'admiration, nous le fait – paisiblement – aimer comme un grand frère. »*

♥ **8 avril.** Dans *Le Point*, Judith Benhamou-Huet recueille un entretien quasi promotionnel de l'artiste-tirelire Damien Hirst, titré « La meilleure réaction quand on voit mon travail, c'est "wouah !" ». François Pinault, propriétaire du *Point*, est l'un des grands collectionneurs mondiaux d'œuvres de Hirst.

♥ **15 avril.** Marc-Olivier Fogiel, interviewé sur le site ozap.com, lèche son patron d'Europe 1 : *« Alexandre Bompard a réussi à redonner aux salariés la fierté de travailler au sein de cette entreprise* [...]. *Je suis juste quelqu'un de très attaché à Europe 1 et à Alexandre Bompard »* (relevé par Marianne2.fr).

♥ **17 avril.** Pierre-Louis Basse reçoit sur Europe 1 la romancière (très anodine) Nicole Avril, compagne de Jean-Pierre Elkabbach, vieille star giscardo-balladurienne d'Europe 1.

Et l'Iran inventa l'islamo-gauchisme

Il y a un siècle, inspirés par les débuts de la révolution russe, les sociaux-démocrates iraniens créaient un nouvel alliage politique à base de socialisme et de religion.



illé par les pays étrangers, étranglé par un monarque ombrageux et des bureaucrates corrompus, l'Iran étouffe à l'aube du XXe siècle. Ses forces productrices sont balbutiantes, ses paysans maintenus en état de servage. Les Russes et les Britanniques contrôlent le commerce extérieur tandis que la concurrence européenne, déjà libre et non faussée, ruine un marché intérieur jadis fondé sur un artisanat prospère.

La révolution russe, qui échoue à leurs frontières en 1905, redonne le moral aux Iraniens et les encourage à tenir tête au chah moustachu et aux puissances impériales. Un *« mouvement constitutionnaliste »* émerge en 1906 pour réclamer la fin de l'ingérence étrangère dans les douanes, les postes et le commerce intérieur, mais aussi pour contraindre le chah Mozzafar al-Din à promulguer une Constitution garantissant la représentation proportionnelle des différentes classes sociales au Parlement. Des conseils populaires, les *andjoman*, calqués sur les jeunes soviets, fleurissent dans le pays[1]. D'inspiration mi-libérale mi-religieuse, la « révolution constitutionnelle » est animée par la bourgeoisie, mais aussi par une frange plus radicale, fortement influencée par les sociaux-démocrates russes.

Sardons barbus

Depuis plusieurs années, l'asphyxie économique du pays a en effet poussé un nombre croissant d'Iraniens à chercher du travail de l'autre côté de la frontière, en particulier dans les mines de cuivre et les sites pétroliers de Bakou. Des dizaines de milliers d'exilés perses y côtoient le prolétariat révolutionnaire russe. Mais leur faible politisation freine les luttes sociales et permet au patronat local de comprimer les salaires. Le parti social-démocrate Hümmet, qui fédère les ouvriers musulmans russes, entreprend alors d'unir les immigrés iraniens à leurs collègues autochtones, en vue du combat commun contre les aïeux à rouflaquettes de Laurence Parisot. C'est ainsi que naît en 1904, hors des frontières de l'Iran et sous l'influence des bolcheviks de Bakou, la première organisation sociale-démocrate iranienne, Edjetemayun Ammiyun, qui rassemble principalement des ouvriers, mais aussi des membres de l'intelligentsia exilée[2].

Ce parti va catalyser la résistance populaire au chah. Rentrés de Bakou, des volontaires iraniens – les *feda'i* ou *modjahed* – viennent soutenir la révolution, les armes à la main si nécessaire. La social-démocratie n'étant pas encore synonyme d'adiposité strauss-kahnienne, elle autorise la lutte armée autant que l'organisation ouvrière. Des comités sociaux-démocrates, ou comités de Modjahed, voient le jour dans de nombreuses villes. À Tabriz, des *« détachements de Modjahed »* formés à Bakou fédèrent l'opposition à la branche libérale du mouvement constitutionnel, composée de la bourgeoisie marchande, du haut clergé et des hobereaux en redingote. En décembre 1906, ils incitent l'andjoman de Tabriz à adopter une réforme agraire audacieuse fondée sur le démembrement des vastes domaines de l'aristocratie. Mais le conseil populaire, noyauté par la petite bourgeoisie locale, s'affole et rejette le projet. Les trouble-fête mettent alors les bouchées doubles et créent le Parti social-démocrate iranien, défini comme socialiste et révolutionnaire, bien que l'islam y occupe une place centrale : *« Toutes les actions et toutes les démarches des membres du parti doivent avoir pour but le bien et le progrès, et ne pas attenter à l'honneur et à la sainteté de la religion[3] »*, indique l'article 11 de son programme fondateur.



Leur déférence pour la pompe cléricale n'empêche pas les Modjahed de défendre des revendications effrontément progressistes : droit de grève, liberté de presse, de parole, de réunion et d'organisation, enseignement général libre et gratuit, journée de huit heures, droit de vote pour tous sans distinction de richesse et de nationalité. Ils préconisent également la confiscation sans indemnités des domaines appartenant au chah et l'acquisition, *« au-delà de la quantité indispensable »*, des terres privées par une banque nationalisée. Les exploitations seraient ensuite redistribuées aux paysans[4].

Les féministes en renfort

La montée en puissance du Parti social-démocrate iranien donne des sueurs froides au chah, qui craint pour son turban incrusté de pierres précieuses. Rétif au contrôle que lui impose un parlement dont il conteste la légitimité, il décrète sa dissolution en juin 1908. Ce coup d'État se heurte à une résistance massive. À Tadjiz, le soulèvement populaire conduit la soldatesque du chah à assiéger la ville durant plus d'un an. Face à la répression, les Modjahed obtiennent le soutien des organisations féministes clandestines, comme le Comité des femmes de Tabriz, qui milite contre le port du voile et la réclusion des femmes. L'aide des activistes iraniennes s'avère précieuse : elles acheminent les messages, préparent des vivres pour les combattants assiégés, se servent de leur tchador pour les approvisionner en armes et en munitions. Elles publient aussi des journaux, tels *Chokoufeh* (« le bourgeon ») ou *Zabânê Zan* (« la parole des femmes »)[5].

Les Modjahed ne mollissent pas dans l'adversité. Ils bombardent la grande presse libérale d'articles prônant le socialisme et éditent des brochures, dont la première version perse du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels. Forts de leur implantation à Téhéran, Ispahan, Recht ou Tiflis, ils peuvent solliciter des appuis hors de leurs frontières. En 1908, ils envoient ainsi au Bureau socialiste international (BSI) de Bruxelles un *« appel des sociaux-démocrates persans défenseurs de l'islam »* pour demander le soutien de la IIe Internationale. Les camarades russes ne se font pas prier et envoient aux défenseurs de Tabriz des armes et des renforts en hommes[6]. Dans la foulée, ils se joignent aux Modjahed pour tenir des meetings au cours desquels les foules agitent des drapeaux rouges et entonnent *« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »*. Apeuré, le chah capitule une deuxième fois et court se réfugier dans la fourrure d'hermine du tsar de Russie.

Mais la liesse sera de courte durée. Ramené à Téhéran par les troupes de ses protecteurs britanniques et russes, le chah reprend son trône en 1910, refrise son énorme moustache et rétablit ses pleins pouvoirs. C'est la fin de l'expérience social-démocrate iranienne. Faute d'un réel soutien de la part de l'Internationale socialiste, les Modjahed n'ont pas réussi à rompre avec la révolution bourgeoise, pour laquelle ils représentaient à la fois une aile avancée et un ennemi intérieur. Leur attelage hétéroclite de prolétaires, de marchands, de petits propriétaires terriens et de représentants du clergé n'offrait pas la meilleure combinaison pour rassembler les masses populaires et faire valser le turban du monarque.

1 Voir Georges Haupt, Madeleine Rébérioux (sous la dir. de), *La Deuxième Internationale et l'Orient*, Paris, éditions Cujas, 1967, p. 60.

2 Voir Jacques Droz, *Histoire générale du socialisme* (1875-1918), tome II, Paris, Presses universitaires de France, 1972, p. 546.

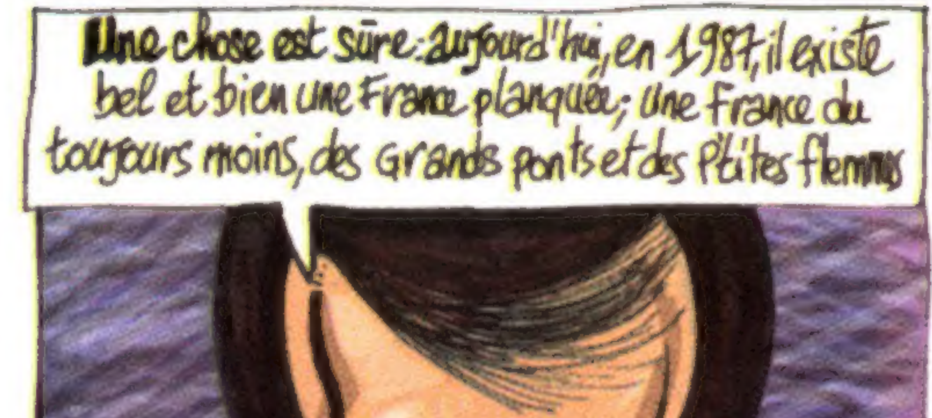
3 « Principes du parti des Modjahed », cité dans Georges Haupt et Madeleine Rébérioux (dir.), *op. cit.*, 1967, p. 397.

4 Georges Haupt, Madeleine Rébérioux, *op. cit.*, 1967, p. 401-402.

5 Voir Rouzbeh Sabouri, *Les Révolutions iraniennes. Histoire et sociologie*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 31-32.

6 Voir Jacques Droz, *op. cit.*, 1972, p. 547.


le 14 décembre 1987, Antenne 2 diffuse une Emission de qualité
LA FRANCE PARESSEUSE
Quand la télévision était libérée des idéologies

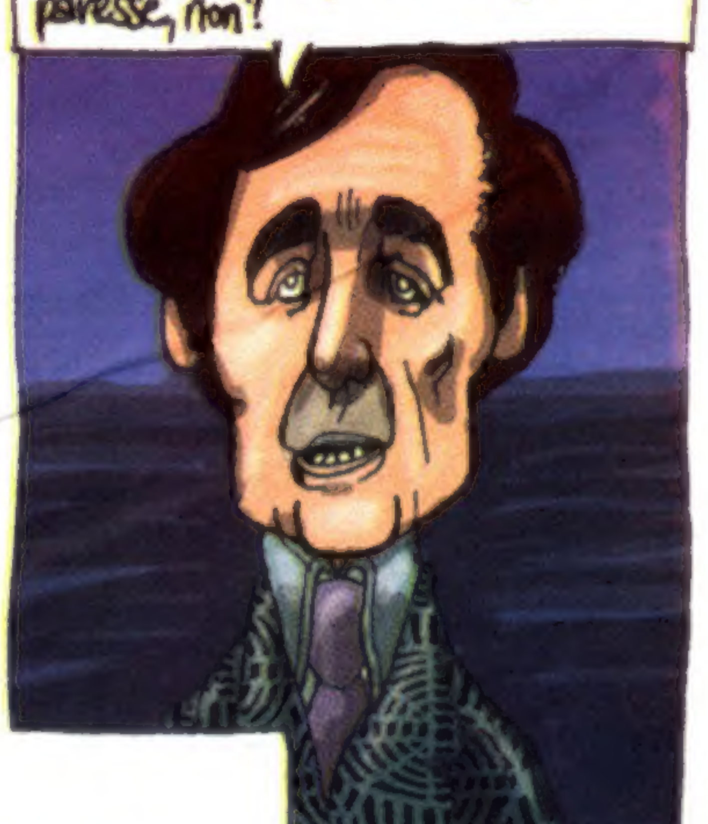

Une chose est sûre: aujourd'hui, en 1987, il existe bel et bien une France planquée; une France du toujours moins, des Grands ponts et des P'tites flemmes

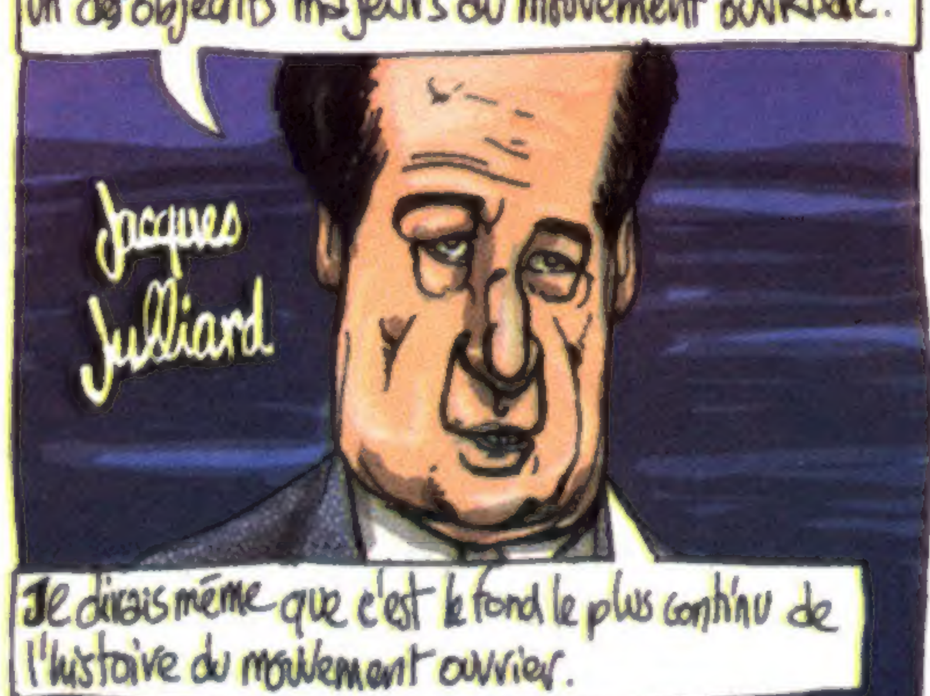

Daniel Leconte (jeune)


Le privilège de la paresse chez les uns crée vraiment du chômage chez les autres.

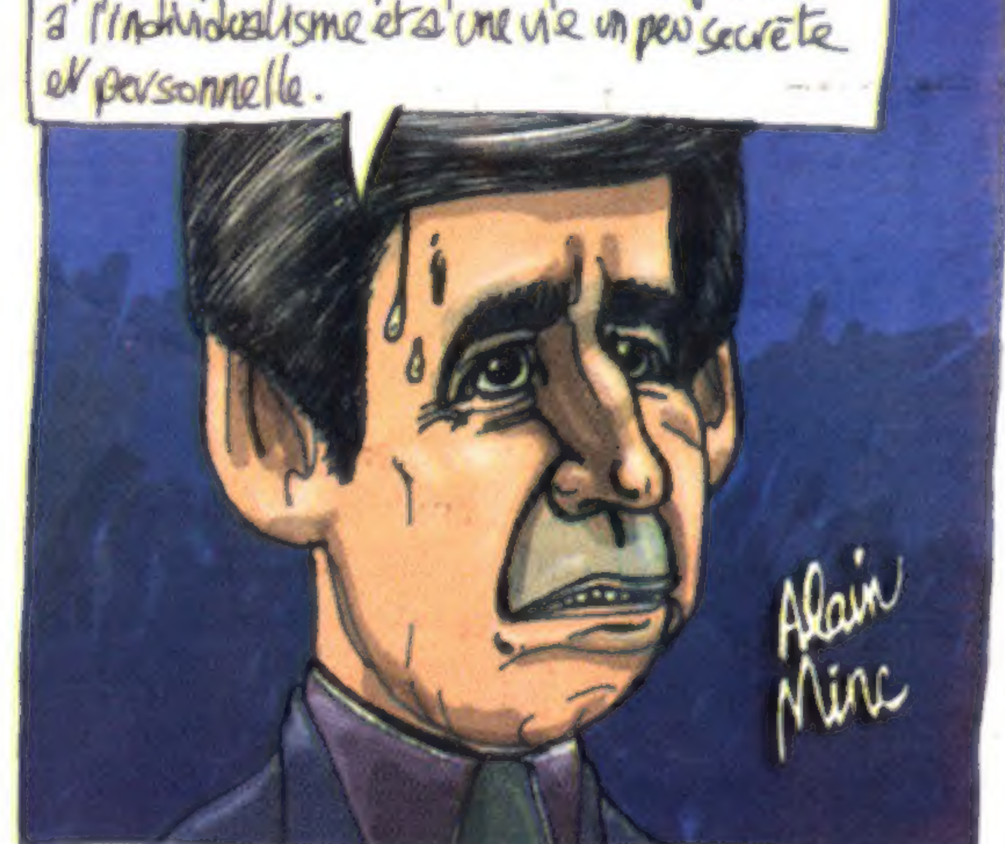

En France, il ya davantage de pauses, d'absenteisme, de congés spéciaux que partout ailleurs.


Vu de l'Étranger, on a l'impression que c'est encore l'image d'une France indolente, combinarde, paresseuse qui domine.
Jean-Claude Guillebaud


Du côté de la classe ouvrière s'est développé une espèce d'éloge de la paresse, non?


La lutte pour la réduction du temps de travail a été un des objectifs majeurs du mouvement ouvrier.
Jacques Julliard
Je dirais même que c'est le fond le plus continu de l'histoire du mouvement ouvrier.


Séquence ENQUÊTE sur le terrain, à l'usine:
S'il fallait travailler plus pour gagner un p'tit peu plus, vous le feriez?


Le travail au noir, c'est à la fois une défense de la Société face aux licenciements et c'est aussi l'expression beaucoup plus profonde d'une aspiration à l'individualisme et à une vie un peu secrète et personnelle.
Alain Minc


Morale? Patrons et ouvriers sont dans la même galère. Il faut ramer ensemble.


Avant, on avait Honte. Honte d'être ouvrier, honte d'être sidérurgiste


Après, on signe un contrat dans lequel on s'engage à travailler mieux et plus.
La rage de vaincre


Exemple? Guy Gentil, 35 ans de sidérurgie. Il a tout connu: la fierté des hommes du feu, la crise, la honte de l'emploi à coup de subventions.


Aujourd'hui, il faut accepter d'aller à rebours de l'histoire sociale. Ces hommes travaillent plus pour le même salaire.
Victor Scherrer


La machine qui travaille? L'Homme au repos? L'avènement de la société des loisirs? c'est tout le contraire!
Hervé Brusini
Ici, on travaille mieux et plus qu'ailleurs.


Finie la lutte des classes! Une société nouvelle est en train de naître sous nos yeux même, dans laquelle patrons et ouvriers se donnent la main.
...Et entonnent l'hymne des lendemains qui chantent: "qualité / Production / Production / qualité"

Colloghan

LE PROCÈS du... PLAN B

Gardes, faites entrer l'accusé !

[*Le Plan B* entre. C'est un moment d'extase : la salle se lève et ovationne le prévenu, lui envoie des fleurs. Soudain, dans les premiers rangs, un couple insolite constitué d'une tricoteuse moustachue et d'une forme humaine aux traits terreux que dissimule une barbiche mitée hurle : *« À mort ! »* Non loin d'eux, un journaliste grassouillet à souhait a emballé ses formes avantageuses sous un sweat shirt XXXXXL de France Inter. Lui aussi se met à hennir (et il a du coffre...) avant de se rasseoir pour dévorer un sandwich au pâté badigeonné de confiture de raisin (*« On dit* grape jelly, *en anglais »*, précise-t-il, impatient de faire valoir son diplôme de normalien). *« Au moins, quand il mastique, il cesse de brailler »*, se réjouit son voisin avant de retirer ses boules Quies.]



Le président : À votre tour d'être jugé... [Il lit l'acte d'accusation, que chacun connaît.] Attaques personnelles... Salir l'eau pure de notre démocratie... articles non signés... comme dans les années 30... [La salle s'ennuie et bâille.]

L'accusé [Éclate d'un rire sardonique.] **:** Attaques personnelles ? Il aurait été plus facile – et moins risqué – de demeurer dans le ciel éthéré des idées qui ne gênent personne. De multiplier les colloques sur les médias délicieux autour d'universitaires admirateurs de Ségolène Royal. [La tricoteuse moustachue se lève alors, comme mue par un ressort, et brandit un ouvrage de l'ex-candidate socialiste en hurlant : *« Achetez ce livre ! Discutez-en sur Médiapart ! C'est ça la démocratie ! »*]

Le président [Excédé.] **:** Son téléachat ne cessera donc jamais ! [Des gardes évacuent le témoin, qui, ému par lui-même, pleurniche aussitôt dans les bras de Josyane Savigneau et de Philippe Sollers, venus l'attendre avec un landau.]

L'accusé [Reprend.] **:** Vous venez de congédier un personnage qui fait à présent pitié. Mais, lorsque nous l'avons affronté, c'était un tyran.

Le procureur : Un tyran... Cessez donc de vous prétendre encerclés par les clones de Néron, de Christine Ockrent et d'Idi Amin Dada...

L'accusé : Le fait est, notre travail de destruction du trio Colombani-Plenel-Minc a commencé dès 2000. À l'époque [Quelques vieillards hochent la tête.], *Le Monde* constituait encore une puissance devant laquelle chacun se courbait. BHL était traité à l'égal d'un dieu.

L'avocat [Sarcastique.] **:** Naturellement, puisqu'il avait la sagesse de trouver excellents tous les livres de Colombani, de Minc... sans oublier ceux de leur factotum moustachu.

Le procureur [Excédé.] **:** Oui, oui, et aussi ceux d'Attali, de Giesbert, de Jean Daniel... Mais on sait tout ça, on a lu *PLPL* et *Le Plan B*. On a même déjà commandé les reliures.

L'avocat [S'engouffre dans la brèche.] **:** Dans ce cas, vous savez aussi que BHL saluait *« la cohérence, la ferveur et les fureurs »* de Plenel. Lequel Plenel dégustait le *« livre monument, le livre passion, le livre de bonheur, le livre de plaisir »* de BHL...

Le procureur : Soit, et alors ! *« BHL, c'est le courant sur lequel la gauche devrait se brancher »*, expliquait également Joffrin, qui n'est pas un imbéci... [Le procureur comprend son erreur, mais c'est trop tard : la salle se tord de rire.] Ce dernier...

L'avocat : « Dernier » est le terme qui convient !

Le procureur [Reprend sans relever l'interruption.] **:** ... Joffrin n'avait pourtant rien à demander à BHL.

L'accusé : Non, rien... [Il marque une pause un peu trop théâtrale.] Mais... [Nouvelle pause.] il a obtenu plus tard que le philosophe milliardaire entre au capital de *Libération*. Et que BHL abonne au quotidien les vingt-huit employés marocains de son ryad luxueux de Marrakech. Le prix de chaque abonnement serait prélevé sur leur salaire de misère !

Le procureur : En effet, les éditoriaux de *Libération* constituent le meilleur moyen de lutter contre le burqisme au Maroc. Le jour où Joffrin a théorisé que, *« devant le sapin de Noël, tout le monde se réconcilie »*, il a créé du lien social d'Agadir à Tanger !

Le président [Interroge son assesseur.] **:** *Libération*, c'est quoi ?

L'accusé [Qui a entendu.] **:** Un quotidien que nous avons détruit, monsieur le Président ! On ne le trouve plus guère que dans les brocantes. [Le vieillard à la barbiche mitée interrompt alors sa lecture de *La Vie amoureuse de Camilla Parker Bowles*. Crachouillant des morceaux de cake, il pleurniche : « Libé *existe encore !* » Ses voisins (tout en se pinçant le nez tant sa barbiche sent le moisi) ricanent. L'un d'eux signale à la cantonade : *« "Le journaliste le plus bête de France", c'est lui ! La Sardonie l'a rendu célèbre dans le monde entier. » « Hé, hé »*, se rengorge notre mascotte barbichue.]

Le président : Vous n'avez assurément jamais fait de cadeau à personne ! [Il compulse son dossier.] Même vos abonnements, c'était dix numéros pour le prix de dix !

L'avocat : Mais ni Lagardère ni les publicitaires n'auraient assuré les arrières de mon client.

L'accusé [Un peu infatué.] **:** La Sardonie s'est toujours dispensée d'assurances... Nous avons fait feu sur une camarilla inféodée aux patrons qui plastronnent. Feu encore sur des universitaires qui, dès lors qu'ils avaient mendié – et obtenu – la publication de leurs articles dans *Le Monde* ou dans *Libération*, expliquaient que la critique des médias, c'était *« plus complexe »*. Feu enfin sur ce poltron sans envergure de Colombani !

Le président [L'interrompt.] **:** Épargnez-nous la liste...

L'accusé [Continue à déclamer.] **:** Tenir à mille contre un, négliger les objections des peureux, vendre des milliers d'exemplaires du journal à tous les va-nu-pieds superbes que nous avons entraînés et endurcis, animer des centaines de réunions publiques... Et, partout, exposer la nature et les méfaits du Parti de la presse et de l'argent...

Le président [Triomphal.] **:** Le PPA ! [Presque toute la salle scande : *« À bas le PPA ! »*]

L'accusé : Oui, le PPA, monsieur le Président ! Nous l'avons identifié, puis combattu – affaibli, je crois.

Le procureur [D'un ton doucereux.] **:** Pourquoi ne pas poursuivre, si vous avez déjà remporté tant de triomphes ?

L'accusé : C'est que le PPA ne nous mérite plus. Val, détruit, écoute les disques de Carla Bruni ; Plenel – tout comme Schneidermann depuis qu'il plagie Bourdieu après l'avoir insulté – courtise Acrimed ; Colombani tient un blog que nul ne lit ; Corcuff emploie ses nuits à enjoliver sa fiche Wikipedia. Nous imaginez-vous batailler contre des vermisseaux comme Zemmour ou Bourmeau ? Mouliner comme eux – ou contre eux – le mot « racisme » et l'adjectif « odieux » ? Lire et commenter tous les blogs mal écrits qui font de la moraline électronique le fonds de leur petit commerce ?

Le procureur [Avec le même ton narquois.] **:** Et vos enquêtes sociales, dont vous étiez si fiers ?

L'accusé : Nul ne les a égalées. Mais, le succès commercial de Florence Aubenas vient de le démontrer, l'enquête sur le monde du travail, haïe quand celui-ci semblait menaçant, devient une marchandise inoffensive dès lors qu'il paraît à terre. Dorénavant, le social constitue un nouveau thème de minauderies apitoyées. C'est parce que Denis Olivennes, l'ex-bras droit de Jean-Marie Messier, est certain que ses amis ne risquent rien qu'il peut consacrer la Une du *Nouvel Observateur* aux employées précaires de Ouistreham. *Le Plan B* reparaîtra sitôt que celles-ci seront disposées à lui botter les fesses.

Le président [Compulse son dossier.] **:** Je vois que, ces cinq dernières années, vous n'avez jamais été cités par la presse qui ment.

L'accusé : C'est notre fierté.

Le président : Mais guère plus par la presse militante.

L'accusé : C'est leur honte.

Le président : Serait-ce l'anonymat de vos articles qui les a tous autant indisposés ?

L'accusé : Vous voulez rire. [Il rit.] En avril dernier, *Le Monde* a loué en ces termes l'hebdomadaire libéral *The Economist* : *« Un rassemblement d'esprits brillants, qui dissertent sur la marche du monde avec ce mélange si britannique d'intelligence et d'humour distancié. Comme tout club, il a ses règles. La première d'entre elles est l'anonymat. Les articles ne sont pas signés et engagent toute la rédaction. »* Nos règles à nous étaient identiques, mais pour un niveau de rémunération sensiblement moindre. [Pause.] Plus proche de zéro, en vérité...

Le président : Alors, quels sont vos prochains projets lucratifs et pénétrés d'humour distancié ?

L'accusé : Il y en a plusieurs. Deux hebdomadaires de sciences sociales, *RTA News* [RTA, ou Roi du téléachat, un vieux surnom d'Edwy Plenel] et *Mouchard Hebdo* [Laurent Mouchard est le vrai nom de Laurent Joffrin] ; un magazine grand public, *C'est pas violent, ça ?* Enfin, une revue théorique plus pointue, plus distinguée, *Tous pourris, le journal sans compromis*. Nous y associerons Acrimed, notre vitrine universitaire. Il y a aussi l'émission de télévision sur notre bouquet de chaînes satellite, le parti politique, un nouveau système social, une Constitution anti-PPA, un traité de cosmogonie sardone, un livre de cuisine...

Le président [Avec une mine réjouie.] **:** J'ai compris. On n'en a pas fini avec vous ! [L'accusé quitte la scène, libre de ses mouvements. Mais le public, qui l'acclame, reste dans la salle comme s'il attendait son retour...]

message personnel :

Ce n'est qu'un au revoir, Mouchard